



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# GUIDE DES DROITS DES FEMMES EN FRANCE



EN PARTENARIAT AVEC

**FR-CiOFF**

Fédération régionale des centres  
d'information sur les droits  
des femmes et des familles

Bourgogne - Franche-Comté



# INTRODUCTION

INTRODUCTION | INTRODUÇÃO | GIRIS  
PREZANTIM | Введение | تقديم | 介绍

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

La loi garantit l'égalité de traitement des individus quels que soient leur origine, leur religion, leur race ou leur sexe. Les femmes et les hommes sont égaux en droits : ils ont les mêmes droits dans le cadre de la vie sociale, conjugale, familiale et professionnelle. L'objectif de ce guide est de vous informer afin que vous puissiez accéder à vos droits pour trouver une autonomie dans vos démarches. Ce guide vous permettra également d'avoir une première approche sur ces démarches en France.

France is an indivisible, secular, democratic and social republic. The law guarantees equal treatment to individuals regardless of their origin, religion, race or gender. Women and men have equal rights: they have the same rights in the context of their social, marital, family and professional life. The purpose of this guide is to inform you so that you can benefit from your rights in order to become autonomous vis-à-vis the French administrations. This guide will also give you an overview of these procedures in France.

A França é uma República indivisível, laica, democrática e social. A lei garante a igualdade de tratamento de indivíduos seja qual for sua origem, religião, raça ou sexo. As mulheres e os homens são iguais em direito : têm os mesmos direitos no âmbito da vida social, conjugal, familiar e profissional.

O presente guia visa prestar informações sobre a forma de ter acesso aos seus direitos com vista a ter autonomia nas duas diligências. Além disso, com este guia poderá ter uma primeira abordagem às referidas diligências na França.

Franca cumhuriyeti, laik, demokratik, ve sosyal bir sistemdir. Yasalar kişi halklarını, dil, din, ırk, cins ayrımı yapmadan korur. Erkekler ve kadınlar yasalar önünde eşittir : Sosyal hayatta, iş hayatında, aile ve karı koca ilişkisinde ikisinde aynı haklara sahiptir. Bu kılavuzun amacı, prosedürlerinizde özerklik bulma haklarınıza erişebilmeniz için sizi bilgilendirmektir. Bu kılavuz ayrıca size Fransa'daki bu prosedürlere ilkyaklaşımı da verecektir.

Franca është një republikë e pandashme, laike, demokratike dhe sociale. Ligji garanton trajtim të barabartë të individëve, pavarësisht nga origjina, feja, raca apo gjinia. Gratë dhe burrat kanë të drejta të barabarta: kanë të njëjtat të drejta në kuadrin e jetës shoqërore, bashkëshortore, familjare dhe profesionale. Qëllimi i këtij udhëzuesi është t'ju informojë në mënyrë që të kenë qasje në të drejtat tuaja për të gjetur autonomi në procedurat tuaja. Ky udhëzues do t'ju japë gjithashtu një qasje të parë ndaj këtyre procedurave në Francë.

Francia es una república indivisible, laica, democrática y social.

La ley garantiza que se trate a todos los individuos por igual, independientemente de su origen, religión, raza o sexo. Las mujeres y los hombres tienen los mismos derechos, tanto en el marco de la vida social, como conyugal, familiar y profesional. El objetivo de esta guía es informarles de cómo acceder a sus derechos y poder así realizar sus trámites de manera autónoma. Gracias a esta guía, podrá además hacerse una idea de en qué consisten esos trámites en Francia.

مقدم! وه ليدل انه نم خدراوا  
نم اون للمنت يتح تا هول للملاب  
لوصول للندوم لقوقح ىلغ لوصح  
م.لنتاءارج ل لالخ قىل القتسالا ىل  
أضرياً ليدل انه ملل رفوييس امك  
يف تاءارج ال مذه لوح ايئدبم اديممت  
اسنرف  
والغرض من هذا الدليل هو إمدادكم  
بالمعلومات حتى تتمكنوا من الحصول  
على حقوقكم وذلك للوصول إلى  
الاستقلالية خلال إجراءاتكم. كما سيوفر  
لكم هذا الدليل أيضاً تمهيداً مبنيًا حول  
هذه الإجراءات في فرنسا.

法国是一个不可分割、政教分离、民主和社会主义的共和国。无论出身、宗教、种族或性别如何，法律保证平等地对待每一个人。女性和男性享有平等的权利：他们在社会、婚姻、家庭和职业生活中享有相同的权利。本指南的目的是向您提供相关信息，以便您能获得您的这些权利，从而在您的生活中得到自主权。这份指南还将使您对法国的这些生活有一个初步的了解。





**FRANÇAIS** — 8

**ANGLAIS** — 15

**PORTUGAIS** — 22

**TURC** — 29

**ALBANAIS** — 36

**ESPAGNOL** — 43

**ARABE** — 56

**CHINOIS** — 57

# ÉDITO DU PRÉFET DE RÉGION

La France est une République laïque, indivisible, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle ou de religion. Les valeurs de la République permettent l'exercice de la citoyenneté et du vivre ensemble.

Garantissant l'égalité des femmes et des hommes, elles se traduisent concrètement dans la vie quotidienne à travers les droits et les devoirs des citoyens et résidents.

Actuellement, les femmes représentent environ 52 % des personnes arrivées en France. Elles sont également majoritaires parmi ceux qui franchissent les frontières de l'Europe. La part des femmes dans ces populations est en constante progression. Elle est la conséquence d'une individualisation croissante des femmes, qui sont de plus en plus nombreuses à arriver seules en France. Elle s'explique également par la pauvreté et la violence que les femmes subissent avec plus d'ampleur encore.

Pour faciliter l'intégration des femmes, l'État et ses partenaires déploient des mesures et des dispositifs spécifiques : renforcement de l'apprentissage du français, ouverture accélérée des droits sociaux, offre de garde d'enfants pour faciliter les démarches de recherche d'emploi et de formation, développement de parcours de découverte et de formation dans les secteurs en tension de recrutement...

Pour accompagner ces actions, le travail mené en partenariat avec les associations est essentiel.

Dans notre région, les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) contribuent, par leur action sur le terrain, à faire connaître ces dispositifs au plus grand nombre.

Ce guide, fruit d'une collaboration entre la direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité et les CIDFF, constitue un outil spécifique en faveur de l'accueil des femmes dans notre territoire. Il leur permettra de connaître leurs droits, de mieux comprendre le fonctionnement de la société française et d'être informées, protégées et accompagnées dans leurs démarches vers une insertion sociale et professionnelle.

**Franck Robine**

Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la Côte-d'Or

## “ Être femme et vivre en France c'est avoir des devoirs et des droits

Ces droits fondamentaux sont inscrits dans la loi et garantis par la Constitution de la République française, et aucune force, fut-elle coutumière, culturelle ou religieuse ne peut s'opposer à leur mise en application. Ils sont le fondement de l'autonomie des femmes, de leur liberté et leur assure une égalité de traitement. Encore faut-il bien les connaître ! Depuis un peu plus de 50 ans, la mission confiée par l'État aux Centres d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) est d'être le relais de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour toutes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, en initiant toutes actions permettant d'y concourir. Les services d'accès aux droits des CIDFF proposent par le biais de permanences réparties sur l'ensemble du territoire une information juridique confidentielle et gratuite, assurée par des juristes expérimentées dans les domaines du droit civil (particulièrement de la famille) mais aussi du droit du travail, du droit international privé et du droit des étrangers. La création de ce guide par les huit CIDFF de Bourgogne Franche-Comté s'inscrit dans une démarche visant à permettre à toutes les femmes d'origine étrangère vivant sur notre territoire d'être mieux informées sur leurs droits, en les appréhendant dans leur langue maternelle ou apprise. Il est également destiné aux professionnels qui les accompagnent, travailleuses et travailleurs, soignantes et soignants, actrices et acteurs de l'insertion, souvent démunis lorsqu'il s'agit d'explicitier la subtilité d'un texte législatif. Pour ce faire il a été traduit en sept langues (anglais, portugais, turc, albanais, espagnol, arabe et chinois) parmi les plus usitées dans notre grande région. Ce guide n'a pas vocation à se substituer à des entretiens en face à face avec une juriste lorsque la situation personnelle de chaque femme le nécessite car chacune est unique et mérite une attention particulière approfondie. Nous souhaitons, par une diffusion la plus large possible, qu'il atteigne les femmes là où elles se trouvent, qu'il leur apporte les éléments essentiels pour faire valoir leurs droits et leur permette d'exercer pleinement leur citoyenneté.

Maryvonne FAILLENET-ELVEZI

Présidente de la Fédération Régionale de Bourgogne-Franche-Comté

# LES TITRES DE SÉJOUR

## ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Vous avez plus de 18 ans et vous n'êtes pas ressortissante d'un État de l'Union européenne. Vous souhaitez séjourner en France. Vous devez obtenir un visa. Les demandes de visa s'effectuent auprès du Consulat ou de l'Ambassade de France du pays où vous résidez.

### ➤ Visa court séjour :

Le visa court séjour permet de séjourner en France et dans les autres pays de l'espace Schengen. Il est valable pour une durée maximum de 90 jours. Ce visa peut être accordé pour des voyages touristiques, professionnels, une visite familiale...

### ➤ Visa long séjour :

Le Visa Long Séjour (VLS) permet de séjourner en France plus de 3 mois. Plusieurs types de Visa Long Séjour existent en fonction du motif du séjour : le VLS valant titre de séjour, le VLS nécessitant une demande de carte pour motif familial, travail, retraite et le VLS spécial (étudiants, artistes, visiteurs, jeunes).

### Conjointe de français :

Vous pouvez solliciter un Visa Long Séjour en tant que conjointe de français. Il vaudra titre de séjour. Vous devrez accomplir des formalités auprès de l'OFII dans les 3 mois de votre arrivée.

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>

Vous n'avez aucune démarche à effectuer auprès de la Préfecture pendant la validité du visa.

### ➤ Regroupement familial :

Le regroupement familial est une procédure qui vous permet de faire venir en France votre époux majeur et/ou vos enfants mineurs résidant dans un pays étranger hors Union Européenne. Vous devez détenir un titre de séjour en cours de validité et être présente sur le territoire français de façon régulière depuis au moins 18 mois.

La demande s'effectue auprès de l'OFII.



### ➤ Victimes de violences conjugales :

Si vous êtes victime de violences conjugales ou familiales, le Préfet peut, sous certaines conditions, vous accorder la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour. Une étrangère victime de violences conjugales, entre son arrivée en France et la délivrance de son titre de séjour, peut obtenir sous certaines conditions la délivrance d'un titre de séjour, même en l'absence de vie commune. L'administration ne peut pas retirer à une étrangère le bénéfice de son titre de séjour, lorsqu'il est acquis pour une durée déterminée, si la communauté de vie est rompue en raison de violences conjugales. Elle peut donc rester sur le territoire jusqu'à l'expiration de son titre de séjour. Elle peut également en obtenir le renouvellement de droit sous certaines conditions.

## LE SÉJOUR EN FRANCE

Il existe différents titres de séjour : la carte de séjour temporaire d'un an, la carte de séjour pluriannuelle qui est délivrée pour une durée de 2 à 4 ans, la carte de résident délivrée pour 10 ans. Ces titres sont renouvelables.

La demande d'un titre de séjour s'effectue à la Préfecture du lieu de votre résidence.

## ASILE

La demande d'asile recouvre le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire. Au sens de la convention de Genève de 1951, le statut de réfugié est reconnu à « toute personne qui (...) craignant avec raison d'être persécutée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors



du pays dont elle a la nationalité et ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Pour déposer une demande d'asile, dès votre arrivée en France, vous devez contacter une association de pré-accueil (SPADA, (Structures de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile) pour s'enregistrer au guichet unique d'accueil des demandeurs

d'asile en Préfecture. Une attestation de demande d'asile vous sera remise et vous permettra de séjourner sur le territoire français pendant un mois. Un formulaire pour l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) vous sera remis, à charge pour vous de le déposer à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) dans un délai de 21 jours.

## LA FAMILLE

### LES TROIS FORMES D'UNION EN FRANCE

#### ➤ Le mariage

Acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.

#### ➤ Le pacte civil de solidarité (PACS)

Contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

#### ➤ Le concubinage, ou union libre

Union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

### LES RUPTURES D'UNION EN FRANCE

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).

- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal Judiciaire. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous condition).
- Si vous souhaitez seule rompre le PACS, vous devez en informer votre partenaire et adresser copie de ce courrier au tribunal d'instance ayant reçu la déclaration de PACS. Si vous êtes d'accord entre



partenaires, vous faites une déclaration conjointe de rupture.

- La répudiation n'existe pas en droit français.

### L'AUTORITÉ PARENTALE

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

### L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL OU LE DÉPLACEMENT ILLICITE D'ENFANTS

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la Préfecture.

# LES PRATIQUES INTERDITES



## LES VIOLENCES

Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi et leurs auteurs condamnés par la loi. Pour une urgence, faites le 17 (police, gendarmerie) et par SMS le 114. Pour une écoute, faites le 39 19. Vous pouvez également vous connecter à la plateforme de signalement en ligne des violences : arrêtons les violences : [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi) Avant de quitter le domicile conjugal, adressez-vous à la police ou à la gendarmerie.

## LES MARIAGES FORCÉS

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé et les personnes qui ont contraint le mariage peuvent être condamnées. L'âge légal pour se marier est de 18 ans. Une ordonnance de protection peut être prononcée par le Juge aux Affaires Familiales dans le cas de telles violences (conjugales, mariages forcés) avec la possibilité de dissimuler l'adresse de la victime et d'interdire le.s agresseur.s d'entrer en contact avec elle voire ses enfants.

## LES MUTILATIONS SEXUELLES FÉMININES

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite. Selon la gravité des faits, les peines peuvent atteindre 20 ans de réclusion criminelle. La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger, si la victime est française ou si, étrangère, elle réside habituellement en France. En cas de menaces de mariage forcé ou de mutilation sexuelle envers une mineure, une interdiction de sortie de territoire peut être prononcée.

## LA POLYGAMIE

En France, le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut donc pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse dans son pays d'origine ou ailleurs, quelle que soit sa nationalité. La peine est de 1 an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende. L'article L434-9 du CESEDA qui interdit à un étranger polygame marié en France de bénéficier d'un regroupement familial envers sa 1ère épouse à l'étranger et les enfants qu'il aurait pu avoir avec cette première femme.

## LA DISSIMULATION DU VISAGE

Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler complètement son visage (loi d'octobre 2010). La peine est une amende de 150 euros maximum. D'autres peines existent en cas de dissimulation forcée du visage et si la victime est mineure. Article 225-4-10 du CP.



# LA SANTÉ

## L'ACCÈS AUX SOINS

Toute personne se trouvant sur le territoire français a droit aux soins. Si vous êtes en situation régulière, vous disposez d'une couverture sociale avec un numéro de sécurité sociale :

- soit parce que vous travaillez
- soit parce que vous êtes en France depuis plus de 3 mois

Dans tous les cas, s'adresser à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM).

Toute personne en situation irrégulière et résidant en France depuis plus de 3 mois peut aussi bénéficier d'une couverture maladie. Il s'agit de l'Aide Médicale de l'État (AME). Pour cela s'adresser à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) ou à la Permanence d'Accès aux Soins de Santé à l'hôpital.

La condition de résidence de 3 mois ne s'applique pas aux mineurs dont un parent est en situation irrégulière.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) délivre une attestation de droits ou une carte vitale, ou une carte d'admission pour l'AME, à présenter aux consultations, à l'hôpital, dans les pharmacies.

Avec une attestation de droits ou une carte vitale, vous pouvez demander un examen de santé gratuit qui se déroulera dans un Centre d'Examens de Santé de la CPAM.

## LA CONTRACEPTION

La contraception est l'ensemble des méthodes utilisées pour éviter une grossesse que vous ne désirez pas. C'est un droit inscrit dans la loi depuis 1967. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Pour choisir la méthode qui vous convient le mieux, vous pouvez vous adresser à :

- un médecin généraliste,
- un médecin gynécologue et, dans certaines conditions, une sage-femme,
- une permanence du centre de planification familiale et de consultation prénatale qui propose des consultations médicales gratuites et confidentielles. Gratuité et anonymat sont assurés pour les adultes et les mineurs.

Si vous êtes mineure, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de vos parents pour obtenir une contraception.

## L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG)

Vous êtes enceinte et vous ne voulez pas poursuivre cette grossesse, vous pouvez décider d'une interruption volontaire de grossesse (IVG). C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Adressez-vous le plus tôt possible à un médecin (cabinet médical, centre de planification, hôpital).

Une mineure qui ne peut en parler à ses parents, doit être accompagnée par une personne majeure de son choix. L'IVG doit être pratiqué avant la fin de la 12<sup>ème</sup> semaine de grossesse.

## GROSSESSE ET NAISSANCE

Les médecins ou sages-femmes peuvent déclarer la grossesse de l'assurée en ligne, lors du premier examen prénatal.

Vous recevrez un guide « Ma maternité - Je prépare l'arrivée de mon enfant », un calendrier de vos examens médicaux et autres documents pratiques pour vous accompagner pendant la grossesse. Le centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) organise des consultations en faveur des femmes enceintes et des enfants de moins de 6 ans.

# LE LOGEMENT



## DEMANDE D'UN LOGEMENT SOCIAL

Toute personne possédant un titre de séjour valide et souhaitant obtenir un logement social doit faire une demande :

- soit en ligne :

[www.demandelogementbourgogne-franche-comte.fr](http://www.demandelogementbourgogne-franche-comte.fr)

- soit en adressant une demande auprès d'un bailleur social (Office Public des HLM ou agences immobilières sociales).

Votre situation familiale et financière est prise en compte pour déterminer si vous avez droit à un logement social.

Aucun frais de dossier n'est réclamé lors de la demande de logement.

Vous pouvez demander conseil auprès d'une assistant(e) social(e) au conseil départemental, au CCAS de votre ville ou à votre référent si vous vivez en structure d'accueil.

Si vous n'avez pas de logement, vous pouvez être logés temporairement ou bien être hébergés pour une durée variable. Renseignez-vous auprès d'un assistant(e) social(e) au conseil départemental ou au CCAS de votre ville.

En cas d'urgence nécessitant une mise à l'abri, faites le 115 (numéro de téléphone gratuit fonctionnant 24 heures sur 24).

## AUTRES SITUATIONS

Dans le cadre d'une demande de regroupement familial, des conditions sont exigées.

Votre logement et vos revenus doivent répondre à certains critères.

Vous devez disposer d'un logement au moment de la demande en indiquant la superficie et l'ensemble des caractéristiques du logement. Si les conditions sont remplies, le regroupement familial peut être autorisé.

**Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'une assistante sociale (du Conseil départemental, du CCAS de la ville).**

## LES AIDES AU LOGEMENT (SOUS CONDITIONS)

- **Aides au logement versée par la CAF.**
- **Fonds de solidarité pour le logement (FSL)** auprès du conseil départemental (aides pour le loyer, la caution...).

Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'association départementale d'information sur le logement (ADIL).

Il existe également des aides proposées par Action Logement (Garantie Visale et Avance LocaPass) qui permettent d'avancer la caution ou de se porter garant pour les jeunes de moins de 30 ans salariés du secteur privé.

**Si vous êtes victime de violences, signalez-vous à une assistante sociale (départementale, CCAS) ou à une association spécialisée puis au bailleur public pour obtenir un logement sur le « contingent préfectoral ».**

# EMPLOI ET FORMATION

## POUR TRAVAILLER ET SE FORMER EN FRANCE

Il faut être en situation régulière et être titulaire d'un titre autorisant à travailler.

**Les salariés étrangers devant disposer d'une autorisation de travail en plus de leur titre sont :**

- les titulaires d'une carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « étudiant »,
- des titulaires de l'attestation délivrée au demandeur d'asile.

**Les salariés étrangers dispensés d'autorisation de travail sont :**

- des ressortissants des États membres de l'UE ou de l'EEE,
- des salariés détachés,
- des titulaires de la carte de résident,
- des titulaires de la carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale »,
- des titulaires de la carte de séjour pluriannuelle « passeport talent », « salarié détaché ICT », « étudiant », « bénéficiaire de la protection subsidiaire »,
- des titulaires d'un visa d'une durée supérieure à 3 mois.

Les salariés étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire « travailleur temporaire », « salarié » ou titulaires d'une carte de séjour pluriannuelle « travailleur saisonnier » bénéficient d'une autorisation de travail préalable (article R. 5221-3, I du Code du travail).

Pour vous aider à trouver un emploi ou demander une formation, vous pouvez vous adresser à Pôle Emploi, la mission locale ou au CIDFF (le CIDFF Belfort dispose d'un BAIE) Pour bénéficier des services de Pôle Emploi, vous devez vous inscrire comme demandeuse d'emploi sur le site : [www-pole-emploi.fr](http://www-pole-emploi.fr).

Si vous avez travaillé quelques mois en France et que le nombre d'heures travaillées est suffisant, vous pouvez avoir droit à une indemnité chômage. Il faut alors déposer une demande à Pôle emploi qui vous calculera vos droits.



## LES MISSIONS LOCALES POUR LES JEUNES

La mission locale est un espace d'intervention au service des jeunes 16/25 ans. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches.

Les structures d'accueil doivent apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé.

## LA PRIME D'ACTIVITÉ

La prime d'activité est une prestation sociale destinée à compléter les revenus des salariés et des travailleurs indépendants aux ressources modestes. Elle est versée par la CAF (ou la MSA pour les exploitants et salariés agricoles). La prime d'activité est destinée aux personnes exerçant une activité professionnelle et dont les revenus ne dépassent pas certains plafonds.

Il faut adresser une demande de prime d'activité auprès du site de la caf.fr. Vous pouvez être aidée par les travailleurs sociaux du conseil départemental ou de la caisse d'allocations familiales (CAF).

## FAIRE RECONNAÎTRE VOS DIPLÔMES

Si vous souhaitez faire reconnaître votre diplôme obtenu à l'étranger, il faudra vous rendre sur le site internet CIEP (Centre International d'Etudes Pédagogiques) rubrique ENIC-NARIC., qui délivre des attestations de comparabilité des diplômes. Cette démarche est payante. Cette attestation délivrée par le centre ENIC-NARIC pourra être présentée à un employeur, à une administration organisatrice d'un concours ou à un établissement de formation.

## LA FORMATION LINGUISTIQUE

Pour apprendre le français, vous pouvez suivre des cours : s'adresser à la mairie, aux centres socioculturels, aux associations, aux centres médico-sociaux, OFII.

## PERMIS DE CONDUIRE

Si vous vous êtes récemment installée en France et que vous possédez un permis de conduire non européen, vous devez l'échanger contre un permis français pour pouvoir continuer à conduire. L'échange du permis de conduire non européen est obligatoire dans un délai de 1 an à partir de la date d'acquisition de la résidence normale en France (début de validité du 1<sup>er</sup> titre de séjour, date de validation du visa par l'OFPRA).

Si vous remplissez les conditions pour un échange, un permis de conduire français vous est délivré.

Pour effectuer un échange de permis de conduire, vous devez vous adresser auprès de la préfecture de votre département.

# RESIDENCE PERMITS

## ENTRY ON FRENCH TERRITORY

You are over 18 years old and you are not a citizen of a state of the European Union. If you want to stay in France, you must obtain a visa. Visa applications are made at the French Consulate or Embassy of the country where you are currently residing.

### ➤ Short stay visa:

The short-stay visa allows you to stay in France and other Schengen countries. It is valid for a maximum duration of 90 days.

This visa can be granted for tourism, business, a family visit ...

### ➤ Long stay visa:

The Long Stay Visa (VLS) allows you to stay in France for more than 3 months.

Several types of Long Stay Visas exist depending on the reason for your stay: the VLS as a residence permit, the VLS which requires an application for family, work or retirement reasons and the special VLS for students, artists, visitors or young people.

**If you have a French Spouse:** You can apply for a Long Stay Visa as the spouse of a French citizen. It will serve as a residence permit. You must complete formalities with the OFII within 3 months of your arrival.

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>

There are no further steps to take with the Préfecture during the validity of this visa.

### ➤ Family reunification:

Family reunification is a procedure that allows you to bring to France your spouse and/or your minor children residing in a foreign country outside the European Union.

You must hold a valid residence permit and have been on French territory as a legal alien for at least 18 months.

The request is made to the OFII. If you are a victim of domestic or family violence, the Police Prefect may, under certain conditions, grant the issue or renewal of a residence permit.



### ➤ Victims of domestic violence:

If you are a victim of domestic or family violence, the Prefect may, under certain conditions, grant you or renew a residence permit.

A foreign national who is the victim of domestic violence, between the time of her arrival in France and the issuance of her residence permit, may obtain a residence permit, under certain conditions, even in the absence of cohabitation.

The administration cannot withdraw the benefit of her residence permit from a foreigner when it is acquired for a fixed period, if the community of life is broken up due to domestic violence. She can therefore remain in the territory until the expiry of her residence permit. She may also obtain the automatic renewal under certain conditions.

## STAYING IN FRANCE AS A RESIDENT

There are different residence permits: the one-year temporary residence permit, the multi-year residence permit which is issued for a period of 2 to 4 years, the resident card which is issued for 10 years. These permits are renewable.

Application for a residence permit is made at the Préfecture of the place of your residence.

## ASYLUM

Applying for asylum is the appropriate process to request the status of refugee or to benefit from subsidiary protection. As stated in the 1951 Geneva Convention, refugee status is granted to «anyone who (...) has a well-founded fear of persecution on the grounds of race, religion, nationality, membership to a certain social group or because of their political opinions, is outside the country of

which they are a citizen and cannot, or due to this fear, does not want to claim the protection of this country.

To file a petition for asylum, you must contact a pre-reception association (SPADA, Initial Reception Structures for Asylum Seekers) as soon as you arrive in France and register at the single application desk for asylum seekers at the Préfecture.

A certificate of asylum petition will be given to you and will allow you to stay in France for a month.

You will be given a form for the French Office of Immigration and Integration (OFII).

This form must be filed with the French Office for the Protection of Refugees and Stateless Persons (OFPRA) within 21 days.

## FAMILY LIFE

### THE THREE LEGAL FORMS OF UNION IN FRANCE

#### ➤ **Marriage:**

A legal act based on the mutual consent of both spouses. Only civil marriage is legally recognized, so it must take place before any traditional or religious marriage.

#### ➤ **The civil pact of solidarity (PACS):**

A contract concluded between two people, of different or same sex, to organize their life together lawfully.

#### ➤ **Cohabitation:**

A common-law union, characterized by a stable community of life between two persons of different or same sex.

### COUPLE BREAKUPS IN FRANCE

Just as you can freely decide to live as a couple, you can decide to end your life together. After the breakup, you may be eligible for some benefits (see CAF).

- If you want to end the marriage, you can file for a divorce. Some procedures take place in a court of law. Legal counsel is mandatory (you can benefit from legal aid, conditions apply). For divorce by mutual consent, a convention established by the spouses and their respective lawyers may be registered at a notary office.



- If you want to terminate a PACS your joint declaration of intent is to be sent to the city hall or to the notary office where it was filed. If your partner is opposed to the termination, you will have to contact a bailiff.

- Repudiation does not exist in French law.

### PARENTAL AUTHORITY

Parental authority is the set of rights and duties of parents with respect to their children, until the age of 18. It is exercised jointly and equally by both parents, whether married or not, whether they live together or separately (except in special cases).

### INTERNATIONAL ABDUCTION OR ILLEGAL REMOVAL OF CHILDREN

A parent cannot decide alone to take their child to live in another city or in another country without the consent of the other parent or of a family court judge. In case of threats, you can contact the Police, the Gendarmerie or the Police Préfecture.



# PROHIBITED PRACTICES



## ABUSE

Any form of violence - physical, sexual, moral, economic or psychological - committed by the spouse or former spouse is prohibited by law and perpetrators are legally prosecuted.

In an emergency, dial 17 (police, gendarmerie) and SMS 114. For a helpline, dial 39 19.

You can also connect to the online violence reporting platform: "let's stop violence": [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi)

## FORCED MARRIAGES

Marriage requires the mutual consent of the future spouses. If it is proven that one or both of the spouses has been forced to marry, the marriage may be annulled and the persons who forced the marriage may be sentenced. The legal age for marriage is 18.

A protection order may be pronounced by the Family Court Judge in the case of such violence (conjugal, forced marriages) with the possibility of concealing the address of the victim and of prohibiting the aggressor from contacting her or even her children.

## FEMALE GENITAL MUTILATION

Any mutilation practiced on the genital organs, in particular excision and infibulation, is prohibited.

Depending on the seriousness of the facts, sentences may reach 20 years of imprisonment. French law applies when the mutilation is committed in France or in a foreign country, if the victim is French or if, though not a French citizen, she usually resides in France.

In case of threats of forced marriage or sexual mutilation on a minor, a prohibition of exiting French territory may be issued.

## POLYGAMY

In France, a man is not allowed to marry more than one woman, it is a crime punishable by law. A man cannot marry on French territory if he already has a wife in his country of origin or elsewhere, regardless of his nationality. The penalty is 1 year in prison and a 45 000 euros fine.

Article L434-9 of the CESEDA prohibits a polygamous foreigner married in France from benefitting from family reunification with his 1st wife living abroad and with the children he may have had with this first wife.

## FACE COVERING

No one can, in the public space, wear an outfit intended to completely hide their face (law of October 2010).

The penalty is a fine of up to 150 euros. Other penalties exist for forced concealment of the face and if the victim is a minor. Article 225-4-10 of the French Procedural Code.



# HEALTH CARE

## ACCESS TO CARE, HEALTH CARE

Anyone on French territory is entitled to health care. If you are in a legal immigration situation, you benefit from social security coverage with a social security number:

- either because you work,
- or because you have been in France for more than 3 months.

In all cases, contact the Primary Health Insurance Fund (CPAM).

Anyone in an irregular situation and having been in France for more than 3 months can also benefit from health coverage. It is the State Medical Aid scheme (AME). To benefit, contact the Primary Health Insurance Fund (CPAM) or the Health Access Center at the hospital.

The requirement for 3 months of residence does not apply to minors whose parent is in an irregular situation.

The Primary Health Insurance Fund (CPAM) issues a benefits certificate or a « Carte Vitale », or an AME certificate, which you need to present at medical consultations, at the hospital, and in pharmacies.

With a benefits certificate or a « Carte Vitale », you can apply for a free health check-up that will take place at a CPAM Health Examination Center.

## CONTRACEPTION

Contraception is the set of methods used to prevent a pregnancy that you do not want. It is a right enshrined in the law since 1967. No authorization from your family or spouse is necessary.

To choose the method that suits you best, you can contact:

- a general practitioner,
- a gynecologist and, under certain conditions, a midwife,
- a planned parenthood clinic and prenatal consultation center offering free and confidential medical consultations. Free access and anonymity are insured for adults and minors.

If you are a minor, you do not need parental permission to get contraception.

## VOLUNTARY PREGNANCY TERMINATION (ABORTION)

You are pregnant and you do not want to continue this pregnancy, you can decide on a voluntary termination (abortion). It is your right by law. No authorization from your family or spouse is necessary.

As soon as possible, contact a doctor (private practice, planned parenthood center, hospital). A minor who cannot talk to her parents, must be accompanied by an adult of her choice.

Termination must be performed before the end of the 12th week of pregnancy.

## PREGNANCY AND BIRTH

Physicians or midwives can register the insured patient's pregnancy online during the first prenatal examination.

You will receive a guide entitled «My maternity – I prepare the arrival of my child», a calendar of your medical examinations and other practical documents to accompany you during your pregnancy.

The Maternal and Child Protection center (PMI) organizes consultations for pregnant women and children under 6 years old.

# HOUSING



## APPLYING FOR SOCIAL HOUSING

Anyone with a valid residence permit who wishes to obtain social housing must apply:

- either online: [www.demandelogement.bourgognefranche-comte.fr](http://www.demandelogement.bourgognefranche-comte.fr)
- or by sending a request to a social landlord (Council Housing or Social Real Estate Agencies)

Your family and financial situation is taken into account to determine if you are eligible for social housing ; No fees are levied when applying for accommodation.

You can ask for advice from a Departmental Council social worker at the CCAS of your city or from your advisor if you live in a hosting facility.

If you do not have accommodation, you can be accommodated temporarily or for a varying duration.

Seek advice from a Departmental Council social worker at the CCAS of your city

In case of emergency requiring access to shelter, dial 115 (toll-free 24-hour helpline).

## OTHER SITUATIONS

As part of an application for family reunification, conditions apply. Your housing and income must meet certain criteria.

You must have housing at the time of the request.

You must state the surface area and all the characteristics of the dwelling. If the conditions are met, family reunification may be allowed.

**If your spouse is polygamous and you wish to have access to separate accommodation, you can get support : find out from a social worker (at the Departmental Council, or at the CCAS of the City).**

## HOUSING BENEFITS (CONDITIONS APPLY)

- ≡ **Housing subsidies paid by CAF**
- ≡ **Solidarity Fund for Housing (FSL)**

provided by the Departmental Council (assistance with rent, deposit.

If you have problems in your current home: contact the Departmental Housing Information Association (ADIL).

There are also benefits provided by Action Logement (GarantieVisale and Avance LocaPass) which will cover a deposit or provide housing guarantee for young people under 30 employed in the private sector.

**If you are a victim of violence, report to a district social worker (departmental council, CCAS) or to a specialized association and then to the public landlord to obtain housing via the «Prefectoral Quota».**

# EMPLOYMENT AND TRAINING

## TO WORK AND STUDY IN FRANCE

You must be in a regular legal situation and hold a work permit.

### Foreign employees who must have a work permit in addition to their residence title are:

- holders of a temporary or multi-year "student" residence permit,
- holders of the certificate issued to asylum seekers.

### Foreign employees exempt from a work permit are:

- nationals of EU or EEA member states
- seconded employees,
- resident card holders,
- holders of the temporary or multi-year "private and family" residence permit,
- holders of the multiannual residence permit "talent passport", "ICT seconded employee", "student", "beneficiary of subsidiary protection",
- holders of a visa superior to 3 months.

Foreign employees holding a temporary "temporary worker" or "employee" residence permit, or holders of a multi-year "seasonal worker" residence permit benefit from a prior work authorization (article R. 5221-3, I of the Labor Code).

To help you find a job or ask for training, you can contact the « Pôle Emploi », the « mission locale » or the CIDFF (the Belfort CIDFF has a service dedicated to individualized employment support or BAIE). To benefit from Pôle Emploi's services, you must register as a jobseeker on the website: [www-poleemploi.fr](http://www-poleemploi.fr).

If you have worked in France for a few months and the number of hours you have worked is deemed sufficient, you may be entitled to unemployment benefit.

You must then apply to Pôle emploi who will calculate your benefits.



## THE « MISSION LOCALE » FOR YOUNG PEOPLE

The « mission locale » is a place offering support to 16 to 25 year-olds. Each beneficiary is given personalized support for their endeavours. Reception facilities must provide answers to questions of employment and training, but also about housing or health.

## THE ACTIVITY BONUS

The activity bonus is a social benefit intended to supplement the income of employees and self-employed workers with modest resources. It is paid by the CAF (or the MSA for farmers and agricultural employees). The activity bonus is intended for people who are engaged in a professional activity and whose income does not exceed a certain threshold. You must file a request for the activity bonus on the [cafr.fr](http://cafr.fr) website. You can be assisted by the social workers of the local departmental council or of the family allowance fund (CAF).

## HAVING YOUR DIPLOMAS RECOGNIZED

If you wish to have a diploma you obtained abroad recognized in France, you will need to go to the ENIC-NARIC section of the CIEP website (International Center for Pedagogical Studies). They issue certificates of diplomas equivalence. These certificates are a paying service.

The certificates issued by the ENIC-NARIC center may be presented to an employer, to an administration organizing a recruitment examination or to a training establishment.

## LANGUAGE TRAINING

To learn French, you can take courses: apply at the town hall, socio-cultural centers, associations, local dispensaries, OFII.

## DRIVER'S LICENSE

If you have recently settled in France and you hold a non-European driving license, you must exchange it for a French license to continue driving.

The exchange of a non-European driving license is compulsory within 1 year from the date of acquisition of normal residence in France (As of the validity date of the 1st residence permit, or of the visa by OFPRA).

To exchange your driving license, you must contact the Préfecture of your department.

# OS TÍTULOS DE RESIDÊNCIA

## A ENTRADA NO TERRITÓRIO FRANCÊS

Você tem mais de 18 anos e não é originário de um Estado da União Europeia. Você deseja viver em França. Você deve obter um visto. Os pedidos de visto devem ser feitos junto do Consulado ou da Embaixada Francesa do país onde você reside.

### ➤ Visto de curta residência :

O visto de curta residência permite viver em França e nos outros países do espaço Schengen. Ele é válido para um período máximo de 90 dias. Esse visto pode ser atribuído para viagens turísticas, profissionais, uma visita familiar ...

### ➤ Visto de longa residência:

O Visto de Longa Residência (VLS) permite viver em França mais de 3 meses. Vários tipos de Visto Longa Residência existem em função do motivo da estadia :

O VLS equivalente ao Título de Residência, o VLS que necessita o pedido de um cartão por motivo familiar, trabalho, reforma e o VLS especial ( estudantes, artistas, visitantes, jovens).

**Cônjuge de francês:** Você pode solicitar um Visto de Longa Residência como cônjuge de francês. Ele valerá como título de residência. Você deve realizar as formalidades junto do OFII nos 3 primeiros meses da sua chegada.

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>  
Você não precisa efectuar nenhum procedimento junto da Prefeitura durante a validade do visto.

### ➤ Reagrupamento familiar

O reagrupamento familiar é um procedimento que lhe permite trazer para França o seu esposo adulto e/ou os seus filhos menores residentes num país estrangeiro fora da União Europeia. Você deve ter um título de residência válido e estar presente no território francês de modo regular desde pelo menos 18 meses. O pedido efectua-se junto do OFII.



### ➤ Vítimas de violência doméstica:

Se for vítima de violência doméstica ou assédio familiar, em certas condições, o Presidente do Município pode conceder-lhe a emissão ou a renovação de um título de residência. Uma estrangeira vítima de violência doméstica, entre o momento em que chega à França e a emissão do seu título de residência, pode, em certas condições, obter a emissão de um título de residência mesmo no caso de ausência de vida em comum.

A administração não pode retirar a uma estrangeira o benefício do seu título de residência quando o mesmo é adquirido por um prazo determinado, se a comunhão de vida for interrompida em resultado de violência doméstica. Por isso, pode permanecer no território até ao termo do seu título de residência. Além disso, em determinadas circunstâncias, pode obter a renovação do direito.

## A ESTADIA EM FRANÇA

Existem diferentes títulos de residência : O cartão de residência temporária de um ano, o cartão de residência plurianual que é atribuído por um período de 2 a 4 anos, o cartão de residência atribuído por 10 anos. Estes títulos são renováveis. O pedido de um título de residência efectua-se na Prefeitura do lugar da sua residência.

## ASILO

O pedido de asilo inclui o estatuto de refugiado ou o benefício da protecção subsidiária. Na acepção da convenção de Genebra de 1951, o estatuto de refugiado é reconhecido a « toda a pessoa que (...) tema com razão de ser perseguida devido à sua raça, à sua religião, à sua nacionalidade, ao facto de pertencer a um

certo grupo social, ou devido às suas opiniões políticas, se encontre fora do país de sua nacionalidade et que não pode ou, em virtude desse temor, não quer valer-se da proteção desse país » Para depositar um pedido de asilo, desde a sua chegada à França, você deve contactar uma associação de pre-recepção (SPADA (Estrutura de Primeiro Acolhimento dos Requerentes de Asilo)) para ser registada ao

balcão único de recepção dos requerentes de asilo na Prefeitura. Um atestado de pedido de asilo ser-lhe-à entregue e lhe permitirá residir no território francês durante um mês. Um formulário para o «Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) ser-lhe-à entregue, que você devera depositar no « Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) » no prazo de 21 dias.

## A FAMÍLIA

### AS TRÊS FORMAS DE FAMÍLIA EM FRANÇA

#### ➤ O casamento

Ato legal baseado em consentimento mútuo dos cônjuges... Só o casamento civil é reconhecido legalmente, ele deve, portanto, intervir antes de um casamento tradicional ou religioso.

#### ➤ O pacto de solidariedade civil (PACS)

Contrato entre duas pessoas, de um sexo diferente ou do mesmo sexo, para organizar a sua vida juntos.

#### ➤ A coabitação, ou união livre

União de facto, caracterizada por uma comunidade estável de vida entre duas pessoas diferentes ou do mesmo sexo.

### AS SEPARAÇÕES NA FRANÇA

Assim como você pode livremente decidir viver como um casal, você pode decidir de terminar a sua vida juntos. Depois da separação, benefícios sociais podem ser atribuídos a você (ver CAF).

- Se você quer desfazer o casamento, você pode pedir um divórcio. Alguns desses procedimentos ocorrem no Tribunal Judicial (Um por consentimento mútuo está sob assinatura privada, com advogados e acordo assinado, registrado por notário-lei de 1/1/17). O acompanhamento de um advogado é obrigatório (você pode beneficiar da assistência jurídica, sob condições).
- Se você quer desfazer o PACS sozinho, você deve informar o seu parceiro por



- carta e enviar uma copia desta carta na prefeitura que recebeu a declaração do PACS. Se vocês estiverem de acordo entre os dois parceiros, devem fazer uma declaração conjunta de ruptura.
- O repúdio não existe na lei francesa.

### A AUTORIDADE PARENTAL

A autoridade parental é o conjunto de direitos e de deveres em relação aos seus filhos, menores de 18 anos. Ela é exercida em comum et em pé de igualdade pelos dois pais, que eles estejam casados ou não, que vivam em conjunto ou separadamente (salvo casos particulares).

### O RAPTO INTERNACIONAL DE CRIANÇAS OU A TRANSFERENCIA ILÍCITA DE CRIANÇAS

Um dos pais não pode decidir sozinho de levar o seu filho a viver numa outra cidade ou num outro país sem o acordo do outro pai ou de um juiz dos assuntos familiares. Em caso de ameaça, você pode-se dirigir à Polícia, à Gendarmerie ou à Prefeitura.

# AS PRÁTICAS PROIBIDAS



## AS VIOLÊNCIAS

As violências - físicas, sexuais, morais, econômicas ou psicológicas - especialmente cometidas pelo cônjuge ou ex-cônjuge são proibidas por lei e seus autores condenados por lei.

No caso de uma emergência, marcar 17 [Polícia, Guarda (“gendarmérie”)] e, por SMS, 114. Para aconselhamento, marcar 39 19. Além disso, pode ligar-se à plataforma de identificação online de violência: parar a violência: [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi) Antes de deixar o lar conjugal, entre em contato com a polícia ou a gendarmerie.

## OS CASAMENTOS FORÇADOS

O casamento exige o consentimento mútuo dos futuros cônjuges. Se for provado que um ou ambos os cônjuges foram forçados a casar, o casamento pode ser anulado e as pessoas que forçaram o casamento podem ser condenadas. A idade legal para se casar é de 18 anos. Uma Ordem de Proteção pode ser pronunciada pelo Juiz de Justiça da Família no caso de tais violências (conjugais, casamentos forçados) com a possibilidade de ocultar o endereço da vítima e impedir que os agressores entrem em contato com ela ou com os seus filhos.

## AS MUTILAÇÕES GENITAIS FEMENINAS

Qualquer mutilação praticada nos órgãos genitais, incluindo excisão e infibulação, é proibida. Dependendo da gravidade dos fatos, as sentenças podem chegar a 20 anos de prisão criminal. A lei francesa aplica-se quando a mutilação é cometida na França ou em um país estrangeiro, se a vítima é francesa ou sendo estrangeira se ela reside geralmente na França. Em caso de ameaças de casamento forçado ou de mutilação sexual contra uma menor, a proibição de saída do território pode ser pronunciada.

## A POLIGAMIA

Na França, o casamento de um homem com várias mulheres é proibido, é um crime punível por lei. Um homem não se pode casar em território francês, se ele já tem uma esposa no seu país de origem, ou em qualquer outro lugar, independentemente da nacionalidade. A pena é de 1 ano de prisão e 45 000 € de multa. O artigo L434-9 do CESEDA (“Code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile”) que impede que um estrangeiro polígamo casado na França beneficie do reagrupamento familiar relativamente à sua primeira mulher no estrangeiro e filhos que possa ter com a referida primeira mulher.

## A DISSIMULAÇÃO DO ROSTO

Nenhuma pessoa deve usar, na área pública, uma roupa destinada a esconder completamente seu rosto (lei do mês de outubro 2010). A sanção é uma coima máxima de 150 €. Existem outras sanções no caso de dissimulação forçada do rosto e se a vítima for menor. Artigo 225-4-10 do Código Penal.





# A SAÚDE

## O ACESSO

Qualquer pessoa que resida no território francês tem direito aos cuidados médicos. Se você estiver em situação regular, tem uma segurança social com um número de segurança social.

- ou porque você trabalha,
- ou porque você está em França há mais de três meses.

Em qualquer caso, entre em contato com a segurança social (la Caisse Primaire d'Assurance Maladie =CPAM).

Qualquer pessoa em situação irregular e residente na França há mais de três meses pode também beneficiar do seguro de saúde. Isto é a Ajuda Médica Estatal (AME). Para fazer isso, entre em contato com a segurança social ou com a Permanência do Acesso à Saúde no hospital. O requisito de residência de 3 meses não se aplica a menores cujos pais estejam em situação irregular. A segurança social (CPAM) emite um certificado de direitos ou um cartão vital, ou um cartão de admissão para a Ajuda Médica Estatal (AME), para ser apresentado em consultas, no hospital, em farmácias. Com um certificado de direitos ou um cartão vital, você pode se inscrever para um exame de saúde gratuito que será realizado num centro de exames de saúde da CPAM.

## A CONTRACEPÇÃO

A Contracepção é o conjunto de métodos usados para prevenir uma gravidez que você não deseja. É um direito consagrado na lei desde 1967. Nenhuma autorização da família ou do cônjuge é necessária.

Para escolher o método que melhor lhe convier, você pode entrar em contato com:

- um clínico geral,
- um ginecologista e, sob certas condições, uma parteira,
- uma permanência do centro de planeamento familiar e de consulta pré-natal oferecendo consultas médicas gratuitas e confidenciais. A gratuidade e a confidencialidade são assegurados para adultos e menores.

Se você é menor de idade, não precisa da permissão dos pais para obter a contracepção.

## A INTERRUPTÃO VOLUNTÁRIA DA GRAVIDEZ (IVG)

Você está grávida e não quer continuar com esta gravidez, então você pode decidir sobre uma interrupção voluntária da gravidez (IVG). É um direito inscrito na lei. Não é necessária autorização da família ou do cônjuge. Assim que possível, entre em contato com um médico (consultório médico, centro de planeamento, hospital) Um menor que não pode falar disso com seus pais, deve estar acompanhado por uma pessoa importante de sua escolha. L'IVG deve ser praticado antes do final da 12ª semana de gravidez.

## A GRAVIDEZ E O NASCIMENTO

Médicos ou parteiras podem declarar a gravidez do segurado online durante o primeiro exame pré-natal. Você receberá um guia «Minha maternidade - preparo a chegada do meu filho», um calendário de exames médicos e outros documentos práticos para acompanhá-la durante a gravidez. O centro de proteção materno-infantil (PMI) organiza consultas para gestantes e crianças menores de 6 anos.

# O ALOJAMENTO



## PEDIDO DE ALOJAMENTO SOCIAL

Qualquer pessoa com uma autorização de residência válida, que pretenda obter um alojamento social deve candidatar-se:

- seja por internet :  
www.demandelogementbourgogne-franche-comte.fr
- seja enviando um pedido para um locador social (Office Public des HLM ou agences immobilières sociales).

A sua família e a sua situação financeira são levadas em conta para determinar se você tem direito ao alojamento social.

Nenhuma taxa de inscrição é solicitada quando se solicita o alojamento. Você pode pedir conselhos a um assistente social no "Conseil départemental", ao CCAS da sua cidade ou ao seu referente, se você mora em um centro de acolhimento.

Se você não tem alojamento, pode ser acomodado temporariamente ou ser acomodado por um período variável. Informe-se junto a um assistente social no "Conseil départemental" ou no CCAS da sua cidade.

Em caso de emergência que exija abrigo, disque 115 (número de telefone gratuito 24 horas).

## OUTRAS SITUAÇÕES

No âmbito de um pedido de reagrupamento familiar, são necessárias condições.

A sua casa e os seus recursos devem atender a determinados critérios. Você deve ter uma residência no momento da inscrição indicando a área e todas as características da habitação. Se as condições forem cumpridas, o reagrupamento familiar pode ser permitido.

**Se o seu cônjuge é polígamo e você deseja acessar uma acomodação separada, você pode ser ajudada : informe-se com um assistente social (do "Conseil départemental", do CCAS da Cidade).**

## OS APOIOS AO ALOJAMENTO (SOB CONDIÇÕES)

- **Apoios ao alojamento pagos pela CAF.**
- **Fundo de Solidariedade para Habitação (FSL)** no « Conseil départemental » (apoio para o aluguer, a caução...).

Se tiver problemas com a sua casa actual: entre em contato com a Associação Departamental de Informações sobre Habitação (ADIL).

Além disso, há vários subsídios propostos pela « Action Logement » (Garantie Visale e Avance LocaPass) que permitem proceder ao adiantamento da caução ou constituírem-se fiadores de jovens com idade inferior a 30 anos e com vínculo laboral no setor privado.

**Se você é vítima de violência, informe um assistente social, identifique-se a um assistente social (départemental, CCAS) ou a uma associação especializada e depois ao locador público para obter alojamento no « Contingent Préfectoral ».**

# EMPREGO E FORMAÇÃO

## PARA TRABALHAR E FORMAR-SE NA FRANÇA

É necessário ter a sua situação regularizada e ser titular de uma autorização de trabalho.

**Os trabalhadores estrangeiros que devem ser titulares de uma autorização de trabalho além do seu título são os seguintes:**

- Titulares de um cartão de residência temporário ou plurianual de «estudante»,
- titulares do certificado concedido aos requerentes de asilo.

**Os trabalhadores estrangeiros isentos de autorização de trabalho são os seguintes:**

- nacionais dos Estados-Membros da EU e do EEE;
- trabalhadores destacados;
- titulares do cartão de residente;
- titulares do cartão de residência temporário ou plurianual «vida privada e familiar»;
- titulares do cartão de residência plurianual «passaporte de talento», «trabalhador destacado ICT», «estudante», «beneficiário de proteção subsidiária»;
- titulares de um visto com um prazo de validade superior a 3 meses.

Os trabalhadores estrangeiros titulares de um cartão de residência temporário «trabalhador temporário», «colaborador» ou titulares de um cartão de residência plurianual «trabalhador sazonal» beneficiam de uma autorização de trabalho prévia (artigo R. 5221-3, I do Código do Trabalho).

Para ajudá-lo a encontrar um emprego ou solicitar treinamento, você pode entrar em contato com o Pôle Emploi, a missão local ou o CIDFF (o CIDFF Belfort tem um BAIE) Para beneficiar dos serviços do Pôle Emploi, você deve-se registrar como candidato a emprego no site: [www-pole-emploi.fr](http://www-pole-emploi.fr). Se você trabalhou alguns meses na França e o número de horas trabalhadas é suficiente, você pode ter direito a benefícios de desemprego.



Você deve então apresentar um pedido ao Pôle emploi que irá calcular os seus direitos.

## AS MISSÕES LOCAIS PARA JOVENS

A missão local é um espaço de intervenção que atende jovens de 16 a 25 anos. Cada jovem recebe um acompanhamento personalizado no âmbito destes procedimentos. As estruturas de acolhimento devem fornecer respostas a questões de emprego e formação, mas também sobre habitação ou saúde.

## O PRÊMIO DE ATIVIDADE

O prêmio de atividade é um benefício social destinado a completar a renda de empregados e trabalhadores autônomos com recursos modestos. É pago pela CAF (ou pela MSA para agricultores e trabalhadores agrícolas). O prêmio de atividade é destinado a pessoas que estão envolvidas em uma atividade profissional e cuja renda não excede certos limites. Você deve enviar uma solicitação de prêmio de atividade para o site [caf.fr](http://caf.fr). Você pode ser ajudado pelos assistentes sociais do “Conseil départemental” ou da “Caisse d’Allocations Familiales” (CAF).

## PEDIR A EQUIVALÊNCIA DOS SEUS DIPLÔMAS

Se você deseja ter o seu diploma obtido no exterior reconhecido, você terá que ir ao site do CIEP. (Centre International d'Etudes Pédagogiques) rubrica ENIC-NARIC que emite atestados de equivalência de diplomas. Este procedimento deve ser pago. Este certificado emitido pelo centro ENIC-NARIC pode ser apresentado a um empregador, a uma administração organizando um concurso ou a um estabelecimento de formação. **FORMAÇÃO LINGUISTICA** Para aprender francês, você pode fazer cursos: dirigir-se à Mairie, centros sócio-culturais, associações, centros de saúde, OFII.

## FORMAÇÃO LINGUISTICA

Para aprender o francês, você pode fazer cursos, entrar em contacto com os centros socio culturais, associações, centros medico-sociais, OFII.

## CARTA DE CONDUÇÃO

Se você se mudou recentemente para a França e tem uma carteira de motorista não europeia, você deve trocá-la por uma licença francesa para continuar a conduzir. A troca da carta de condução não europeia tem de ser efetuada no prazo de um ano a contar da data de aquisição da residência normal na França (início da validade do primeiro título de residência, data da validação do visto por parte do Gabinete francês de Proteção dos Refugiados e Apátridas (OFPRA).

Se você preencher as condições para uma troca, será emitida uma carteira de motorista francesa. Para trocar a sua carteira de motorista, você deve entrar em contato com a "Préfecture" do seu departamento.

# OTURUM İZNI

## FRANSIZ TOPRAKLARINA GİRİŞ

18 yařın üzerindesiniz ve Avrupa Birlięi'nin vatandařı deęilsiniz. Fransa'da kalmak istiyorsanız. Bir vize almanız gerekmektedir. Vize başvuruları, bulunduęunuz ülkenin Fransız Konsolosluęu veya Elçilięi'nde yapılır.

### ➤ Kısa süreli vize :

Kısa süreli vize, Fransa ve dięer Schengen ülkelerinde kalmanıza izin verir. Maksimum 90 günlük süre için geçerlidir.

Bu vize, turist gezileri, profesyonel, aile ziyareti için verilebilir ...

### ➤ Uzun süreli vize :

Uzun süreli vize 3 aydan fazla Fransa'da ikamet etmenize izin verir. Uzun süreli vize çeřitleri kalıř amacına göre vardır : uzun süreli vize bir oturma izni için, uzun süreli vize bir aile kartı başvurusu için, iř, emeklilik ve özel uzun süreli vize (öęrenciler, sanatçılar, ziyaretçiler, gençler) için bir kart uygulaması gerektirir.

**Fransız eři :** Uzun süreli bir vize için bir Fransız eři olarak başvurabilirsiniz. Bu konaklama bařlıęı deęerinde olacaktır. OFII ile resmi iřlemleri varıřınızdan itibaren 3 ay içinde tamamlamanız gerekmektedir.

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>  
Vize'nin geçerlilięi süresince ilçeyle gerçekteřtirilecek iřlem yok.

### ➤ Aile birleřimi :

Aile birleřimi, eřiinize ve / veya Avrupa Birlięi dıřındaki yabancı bir ülkede ikamet eden küçük çocuklarınıza Fransa'yı getirmenize izin veren bir prosedürdür. Geçerli bir ikamet iznine sahip olmalısınız ve en az 18 ay boyunca düzenli olarak Fransa'da bulunmalısınız. Talep OFII'ye yapılır.

### ➤ Aile içiřiddetmaędurları :

Aile içiveya aile içiřiddetmaęduruyorsanız, Valibelirlikořullaraltında size oturmaiznininverilmesiniveyayenilenmesinin aęlayabilir.



Fransa'yageliřindenoturmaizninin verilmesine kadar geęen süreçinde aile içiřiddetmaęduruolanbiryabancı, belirlikořullar altında, birlikte yařamasa bile oturma izni atabilir.

İdare, ikametiznininbelirli bir süre için alınması halinde, aile içi řiddet nedeniyle hayat topluluęu daęılmıřsa, yabancidan ikamet izninin faydasını geri alamaz. Bu nedenle oturma izninin sona emesine kadar bölgede kalabilir. Ayrıca belirli kořullar altında haklarının yenilenmesini de atabilir.

## FRANSA'DA KALMAK

Cesitli oturma izinleri vardır: bir yıllık geęici ikamet izni, 2 ile 4 yıllık süre için verilen ikamet izni, ikametgah kartı 10 yıl için verilir. Bu oturma izinleri yenilenebilir. İkamet izni başvurusu, ikamet yerinizin bulunduęu yerde yapılır.

## İLTICA

İltica başvurusu mülteci statüsünü veya ikincil korumanın yararını kapsar. 1951 Cenevre Sözleřmesi'nin gereęi için, iltica statüsü, "(...) ırk, din, milliyet, bir üyelięe dayanan zulüm korkusuna sahip olan herkes olarak kabul edilir. Belli bir sosyal grup veya onun siyasi görüşleri, uyruluęa sahip olduęu ülke dıřındadır ve bu korkunun nedeni ile bu ülkenin korunmasını talep etmek istememektedir «. Fransada iltica etmek için; Fransa'ya gelir gelmez hemen bu iřlemlerle ilgelenen bir kurum ile (SPADA – Sığınmacılar için ilk Karřılama Yapıları) kontak kurmaları gerekir, valilikteki tek giře bu iřleri organize eder Sığınma başvurusu sertifikası size verilecek ve bir aylıęına Fransa'da kalmanıza izin verecek. Size bir form verilecektir OFII'den ve bu tarihten itibaren 21 gün içinde iltica dosyasını doldurup iltica bürosuna (OFPPRA) iletmeniz lazımdır.

FRANSA'DAKİ UÇ  
ŞEKİLDE BULUŞMA

## » Evlilik :

Karşılıklı anlaşmaya evlenmiş ve hukuki işlemi yapılmış. Sadece resmi evlilikler tanınır, geleneksel veya dini düğün yapmadan önce müracaat etmeniz lazım.

## » Medeni dayanışma sözleşmesi :

(PACS) (Birlikte yaşama) iki kişi arasında yapılan anlaşmadır, bu kişiler ayrı cins ve aynı cinsten olabilirler, beraber yaşamak için.

## » Nikahsız karı kocalık, yada serbest beraberlik :

kurulan bir birlik, evlilik gibi berabere yaşama değişik ve aynı cinslerin birliği.

KURULAN BİRLİKLERİN  
BOZULMASI

Alınan beraber yasama kararı gibi, ayrılma kararında alabilirsiniz. Bu ayrılma neticesinde bazı yardımlar alabilirsiniz (CAF bakınız).

- Ayrılma neticesinde boşanmaya müracaat edebilirsiniz. Bazı prosedürler Asliye Hukuk Mahkemesinde görünür. Avukat tutmak mecburidir (eger yeterli geliriniz yoksa belli şartlar altında hukuki yardım alabilirsiniz). Karşılıklı rızayla boşanma için eşlerin ve avukatlarının hazırladıkları bir anlaşma noter ile yapılabilir.
- PACS'i bozmak isterseniz, ortak beyanınız, PACS'nin tescil yeri belediye başkanına veya onu kaydeden notere iletilmelidir. Eşinizin itiraz ederse, bir icra memuru ile temasa geçmeniz gerekecektir.
- Fransız hukukunda reddedilme yoktur.



## ANNE – BABALIK OTORİTESİ

Anne-babalık yapmak bir haktır ve görevdir, her anne baba 18 yaşından küçük olan çocuklarına sahip çıkmak ve korumakla yükümlüdür, ister evli, ister ayrılmış olsun, bu görev ikiniz için zorunludur (çok özel durumlar hariç).

ULUSLAR ARASI ÇOCUK  
KAÇIRMA VEYA ÇOCUGU  
HAKSIZ BİR ŞEKİLDE UZAK  
BİR YERE GÖTÜRMEK

Bir ebeveyn, çocuğunu başka bir şehirde veya başka bir ülkede, diğer ebeveynin veya aile yargısının rızası olmadan yaşamaya karar veremez.

Tehdit durumunda, Polis, Jandarma veya idare ile irtibata geçebilirsiniz.

# YASAK OLAN SEYLER



## ŞİDDET

Şiddet - eş veya eski eş tarafından gerçekleştirilen fiziksel, cinsel, ahlaki, ekonomik veya psikolojik - yasalar tarafından yasaklanmıştır ve faileri yasal olarak yasaklanmıştır ve yasalarca cezası vardır.

Acil bir durumda için, 17 'yi (polis, jandarma) ve SMS ile 114'ü yapın. Dinlenilmek için 3919'ı arayın.

Çevrimiçi şiddet raporlama platformuna da bağlanabilirsiniz: şiddetidurdurun : [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi)

## ZORLA EVLİLİK

Evlilik, gelecekteki eşlerin karşılıklı rızasını gerektirir. Eşlerden birinin veya her ikisinin evlenmeye zorlandığı kanıtlanırsa, evlilik iptal edilebilir ve evliliği zorlayan kişiler hapis cezasına çarptırılabilir. Evlenme yaşı 18'dir. Bu tür bir şiddet durumunda (evlilik, zorla evlilikler) mağdurun adresini gizleme ve saldırganların onunla veya çocuklarıyla temas etmesini yasaklayan Aile Adalet Hakimisi tarafından bir koruma kararı verilebilir.

## KADIN SÜNNETLERİ

Kadının cinsel organı üzerindeki her türlü sünnet ve infibülasyon uygulaması yasaktır. Böyle bir girişimde bulunan durumuna göre 20 yıla kadar cezası vardır. Fransa yasası olayı Fransa dışında yapmış olsa bile suç sayıyor, mağdur Fransız ise ya da yabancı ise, Fransa'da ikamet etmesi yeterli. Zorla evlendirme ya da reşit olmayanlara yönelik cinsel sakatlanma tehdidi durumunda, terk yasağı belirlenebilir.

## ÇOK EŞLİ EVLİLİK

Fransada bir erkeğin bir çok kadınla evliliği yasaktır, bu bir suçtur ve yasalarca cezası vardır. Bir erkek, eğer ülkesinde evliyse Fransa'da ikinci bir kadınla evlenemez. CESEDA'nın L434-9 madesi, Fransa'da evli olan çok eşli bir yabancının yurtdışındaki ilk eşine ve bu ilk eşinden sahip olabileceği çocuklara yönelik aile birleşiminden yararlanmasını yasaklıyor.

## ÇARŞAFLA YÜZÜ GIZLEME

Ekim 2010'da çıkan yasaya göre hiç bir şahıs resmi yerlere yüzü kapalı olarak giremez. Bunu Cezası 150 avroyakadar para cezasıdır. Yüzün zorla gizlenmesi ve mağdurun reşit olmaması durumunda başkaca ezalermevcuttur. CPnin 225-4-10 madesi. Yüzün zorla gizlenmesi durumunda cezalar ağırlaştırılır ve mağdur küçükse iki katına çıkar.



# SAĞLIK

## SAĞLIK ULAŞIMI

Fransa toprakları üzerinde herkesin tedavi hakkı vardır. Oturumunuz varsa sigortanın size verdiği numarayı tedavi olabilirsiniz :

- ya çalışıyorsunuz,
- yada 3 aydan fazladır Fransada ikamet ediyorsunuz.

Her durumda sosyal sigortalar (CPAM) kurumuna müracat ediniz.

Fransada üç aydan fazla ikamet edip oturumu olmayan kişilerinde tedavi olma hakkı vardır. Yani devlet tıbbi yardım (AME) ; Bunun sosyal sigortalara (CPAM), yada hastanenin sağlıkla ilgili tedavi merkezi odası (PASS) na müracat etmeleri yeterlidir.

3 aylık ikamet şartı, ebeveynleri düzensiz bir durumda olan küçükler için geçerli değildir. Sosyal sigortaların (CPAM), hastanelerdeki, eczanelerde, danışmalarda veya sunumlarda sunulması için bir haklar sertifikası veya hayati bir kart veya AME için bir giriş kartı verir.

26 Bir haklar sertifikası veya sigorta kartınızla (carte vitale), bir Sağlık Muayene Merkezinde gerçekleşecek ücretsiz sağlık sınavına başvurabilirsiniz.

## DOĞUM KONTROLÜ

Kontrasepsiyon, istemediğiniz bir hamileliği önlemek için kullanılan yöntemlerden biridir. 1967'den beri hukukta korunan bir hak. Ailenizden veya eşlerden herhangi bir izin gerekli değildir.

Size en uygun yöntemi seçmek için, aşağıdakilerle iletişime geçebilirsiniz :

- bir doktor, - jinekolog ve belirli koşullar altında bir ebe,
- ücretsiz ve gizli tıbbi konsültasyonlar sunan kalıcı bir aile planlaması ve doğum öncesi danışma merkezi .

Ücretsiz ve anonim yetişkinler ve küçükler için geçerlidir.

## HAMİLELİ DURDURMA (ÇOCUK ALDIRMA)

Reşit değilseniz, doğum kontrolü almak için ebeveyn iznine ihtiyacınız yoktur. Hamileli durdurma (çocuk aldirma) Hamilesiniz ve bu hamileliği devam ettirmek istemiyorsunuz (IVG) bunu durdurmaya karar verebilirsiniz, bu bir yasal hak. Bunun için ailenizden veya eşinizden izin almak zorunda değilsiniz. Bunun için herhangi bir doktora veya aile planlama kuruluna müracat etmeniz yeterlidir. Ebeveynleriyle konuşamayan bir reşit olmayan çocuğa, seçtiği büyük bir kişi eşlik etmelidir. Çocuk aldırmak ancak hamileliğin 12. haftasının bitiminden önce yapılmalıdır.

## HAMİLEK VE DOĞUM

Doktorlar veya ebeler ilk kontrol neticesinde hamileliği tespit edebilir. Bir klavuz size verecek "Hamileliğim - Çocuğumun gelişine hazırlanıyorum". hamilelik sırasında size eşlik edecek tıbbi muayenelerin ve diğer pratik belgelerinizden oluşan bir takvim. Çocuk ve aile koruma kurumu (PMI) hamile kadınların ve 6 yaşından küçük çocuklar için konsültasyonlar düzenlemektedir.



# LOJMAN (EV) EDİNME



## LOJMAN MÜRACATI

Oturumu olan herkes lojman edinme hakkına sahiptir, bunun için  
- Ya netteki şu adrese :  
<https://www.demandedelogement.bourgognefranchecomte.fr>  
- Yada ev kiralaayan kurumlara müracat etmeniz yeterlidir (Office Public HLM ya da sosyal emlak acentaları).  
Sosyal konut hakkınız olup olmadığını belirlemek için aileniz ve mali durumunuz dikkate alınır. Konaklama için başvururken herhangi bir başvuru ücreti talep edilmemektedir. Bir danışma merkezinde yaşıyorsanız, il Meclisi'ndeki bir sosyal asistandan, şehrinizin CCAS'sinden veya refakatçinizden tavsiye isteyebilirsiniz.  
Konaklama yeriniz yoksa geçici olarak konaklayabilir veya değişken bir süre için konaklayabilirsiniz. Şehrinizde Bölüm Kenseyi veya CCAS'da bir sosyal asistanla görüşün. Acil durumlarda 115 şî arayın (acil barınma 24 saat ücretsiz telefon numarası).

## DIĞER DURUMLARDA

Aile birleşimi başvurusu kapsamında, şartlar gereklidir.  
Eviniz ve geliriniz belirli kriterleri karşılamalıdır.  
Müracat esnasında lojmanınızın olması ve yeteri kadar büyüklükte olması gerekmektedir, eğer bu şartlar tamamlanmışsa aile birleşimi müracatınız kabul edilecektir.

**Eğer eşiniz başka bir kadınla daha evlenirse ve siz o evde kalmak istemiyorsanız, başka bir eve taşınmanız için bazı yardımlar alabilirsiniz, bu konuda sosyal Assistana danışmanız gerekir (İlçe Meclisinden, Kentin CCAS'ından).**

## YARDIMLAR (KOŞULLAR ALTINDA)

≡ **CAF tarafından lojman yardımı**  
≡ **İlçe Meclisi'ne yakın konut (FSL)**  
için Dayanışma Fonu (kira yardımı, depozito ...).

Bulduğunuz evle ilgili sorunlarınız varsa, Konut Bilgi Departmanı Birliği'ne (ADIL) başvurun. - Eger şiddete maruz kalmışsanız, bir ilçe sosyal çalışana (bölüm kenseyi, CCAS) veya özel bir demeğe ve daha sonra "Prefectoral Contingent" de konut almak için kamu görevlisine rapor verin.

**Ayrıca, EylemKonaklamatarafından sunulan yardımlar da var (Garantie Visale et Avance LocaPass) tarafından sunulan ve özel sektörde çalışan 30 yaş altı gençler için depozito veya kefil avans verilmesine olanak sağlayan yardımlar da bulunmaktadır.**

# İŞ VE FORMASYON

## FRANSA'DA ÇALIŞMAK VE EĞİTMEK İÇİN

Yasal bir durumda olmanız ve çalışma iznine sahip olmanız gerekir.

### Çalışma iznine sahip olması gereken yabancı çalışanların başlı başlı şartları şunlardır :

- Geçici veya çok yıllık "öğrenci" oturma izni sahipleri,
- Sığınmacı veya ilen sertifikası sahipleri.

### Çalışma izninden muaf olan yabancı çalışanlar :

- AB veya AEA üye devletlerinin vatandaşları
- görevlendirilen çalışanlar,
- ikamet kartı sahipleri,
- geçici veya çok yıllık oturma izni "özel ve aile hayatı" sahipleri
- çok yıllık ikamet izni sahipleri "yetenek pasaportu", "acil bit çalışan", "öğrenci", "ikincil koruma yararlanıcısı",
- 3 aydan fazla vizesahibi olanlar.

Geçici "geçici işçi" veya "çalışan" oturma iznine sahip yabancı çalışanlar veya çok yıllık "mevsimlik işçi" oturma izni sahipleri önceden çalışma izninden yararlanır (İş Kanunu madde R. 5221-3, I).

Her hangi bir iş bulmak için yada herhangi bir meslek stajı yapmak için iş ve işçi bulma kurumuna ya Mission Locale yada CIDFF (CIDFF Belfort) size yardımcı olabilir. Ayrıca bu hizmetlerden faydalanmanız için iş ve işçi bulma kurumuna kaydolmuş olmanız gerekir. Eger Fransada belli bir süre çalıştıysanız işsizlik sigortasından belli bir aylık alabilirsiniz, bunun içinde iş ve işçi bulma kurumuna yazılmanız gerekir, onlar sizin haklarınızı size bildirecektir.



## GENÇLER İÇİN MISSION LOCALE

Mission locale, 16/25 yaşındaki gençlere hizmet veren bir kurumdur. Her genç, çabalarının bir parçası olarak kişiselleştirilmiş bir takip alır. Bu konuda onlara yardımcı olur ve sorunlarıyla ilgilenir ; iş, formasyon, ev ve sağlık gibi.

## ETKİNLİK BONUSU

Faaliyet bonusu, çalışanların ve serbest meslek sahiplerinin gelirlerini mütevazı kaynaklarla tamamlamayı amaçlayan sosyal bir faydadır. Bu Caf (veya çiftçiler ve tarım çalışanları için MSA) tarafından ödenir. Etkinlik primi, profesyonel bir faaliyette bulunan ve gelirleri belirli limitleri aşmayan kişiler içindir. Caf.fr web sitesine etkinlik primi için bir talep göndermeniz gerekir. İlçe meclisinin veya aile ödeneği fonu (CAF) sosyal görevlilerinden yardım alabilirsiniz.

## DIPLOMALARINIZI TANIYIN

Fransa dışında almış olduğunuz bir diplomanın tasdik edilmesi için ENIC-NARIC merkezine müracat etmeniz neticesinde sizin eğitim derecenizle ilgili bir belge verecektlerdir, bu belgeyi is müracatlarında kullanabilirsiniz. Bu işlem paralıdır. ENIC-NARIC merkezi tarafından verilen bu sertifika, bir işverene, bir yarışma düzenleyen bir idareye veya bir eğitim kuruluşuna sunulabilir.

## DİL EĞİTİMİ

Fransızca öğrenmek için dil kursu alabilirsiniz : belediyeye, sosyal kurumlara ve bazı derneklere (OFII) başvurabilirsiniz.

## EHLİYET

Yakın zamanda Fransa'ya yerleştiyseniz ve Avrupa'ya ait olmayan bir ehliyetiniz varsa, sürmeye devam etmek için bir Fransız ehliyetiyle değiştirmelisiniz. Avrupa dışı bir sürücü belgesinin değiştirilmesi, Fransa'da normal ikametini kazanıldığı tarihten itibaren 1 yıl içinde zorunludur (1. oturma izninin geçerlilik süresinin başlangıcı, OFPRA tarafından verilen geçerlilik tarihi). Bir değişim şartlarını yerine getirirseniz, bir Fransız sürücü ehliyeti verilir. Ehliyetinizi değiştirmek için, bölümünüzün valiliğiyle görüşmelisiniz.

# LEJE QËNDRIMI

## HYRJA NË TERRITORIN FRANCEZ

Ju jeni mbi 18 vjeç dhe nuk jeni shtetas i një shteti të Bashkimit Evropian.

Ju dëshironi të qëndroni në Francë.

Ju duhet të merrni një vizë.

Aplikimet për vizë bëhen në Konsullatën ose Ambasadën Franceze në vendin ku banoni.

### ➤ **Vizë qëndrimi të shkurtër:**

të shkurtër ju lejon të qëndroni në Francë dhe në vendet e tjera të zonës Shengen. Ai është i vlefshëm për një periudhë maksimale prej 90 ditësh.

Kjo vizë mund të jepet për udhëtime turistike, udhëtime profesionale, një vizitë familjare...

### ➤ **Vizë për qëndrim të gjatë:**

Viza e qëndrimit të gjatë (VLS) ju lejon të qëndroni në Francë për më shumë se 3 muaj.

Ekzistojnë disa lloje të vizave për qëndrim të gjatë në varësi të arsyes së qëndrimit: VLS që shërben si leje qëndrimi, VLS që kërkon një aplikim për kartë për arsye familjare, punë, pension dhe VLS speciale (studentë, artistë, vizitorë, të rinj).

**Bashkëshorti francez:** Ju mund të aplikoni për një vizë qëndrimi të gjatë si bashkëshorte të një francezi. Do të jetë e barabartë me një leje qëndrimi. Do t'ju duhet të kryeni formalitetet me OFII brenda 3 muajve nga arritja tuaj.

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>

Nuk duhet të bëni asgjë me prefekturën gjatë kohës që viza është e vlefshme.

### ➤ **Bashkim familjar**

Ribashkimi familjar është një procedurë që ju lejon të sillni në Francë bashkëshortin (en) tuaj të rritur dhe/ose fëmijët tuaj të mitur që jetojnë në një vend të huaj jashtë Bashkimit Evropian.

Ju duhet të keni një leje qëndrimi të vlefshme dhe të keni qenë i pranishëm në Francë rregullisht për të paktën 18 muaj.

Kërkesa bëhet në OFII.



### ➤ **Viktimat e dhunës në familje:**

Nëse jeni viktimë e dhunës bashkëshortore ose në familje, Prefekti mund t'ju japë, në kushte të caktuara, lëshimin ose vazhdimin e një leje qëndrimi.

Një shtetase e huaj që është viktimë e dhunës në familje, ndërmjet arritjes së saj në Francë dhe dhënies së lejes së qëndrimit, mund të marrë, në kushte të caktuara, lëshimin e lejes së qëndrimit, edhe në mungesë të bashkëjetesës.

Administrata nuk mund t'i heqë të huajt përfitimin e lejes së qëndrimit të saj, kur ajo fitohet për një afat të caktuar, nëse bashkësia e jetës është shkëputur për shkak të dhunës në familje. Prandaj, ajo mund të qëndrojë në territor deri në skadimin e lejes së saj të qëndrimit. Ajo gjithashtu mund të marrë rinovimin e të drejtave në kushte të caktuara.

## QËNDRIMI NË FRANCË

Ka leje qëndrimi të ndryshme: karta e përkohshme njëvjeçare, karta e qëndrimit shumëvjeçare e cila lëshohet për një periudhë 2 deri në 4 vjet, karta e qëndrimit për 10 vjet. Këta tituj janë të rinovueshëm. Kërkesa për leje qëndrimi bëhet në Prefekturën e vendbanimit tuaj.

## AZILI

Kërkesa për azil mbulon statusin e refugjatisë ose përfitimin e mbrojtjes plotësuese.

Në kuptimin e Konventës së Gjenevës të vitit 1951, statusi i refugjatisë njihet për "çdo person i cili (...) ka frikë se do të persekutohet për shkak të racës, fesë, kombësisë së tij, përkatësisë së tij në një grup të caktuar shoqëror ose opinionet e tija politike, ndodhet jashtë shtetit të të cilit

është shtetas dhe nuk mundet ose, për shkak të kësaj frike, nuk dëshiron të kërkojë mbrojtjen e këtij vendi”.

Për të paraqitur një kërkesë për azil, sapo të arrini në Francë, duhet të kontaktoni një shoqatë para-pritjeje (SPADA - Structures de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile – Strukturat e mikpritjes së parë për Azyllkërkuetit) për t'u regjistruar në zyrën e

veçantë për azyllkërkuetit në Prefekturë. Do t'ju jepet një certifikatë e aplikimit për azil dhe do t'ju lejojë të qëndroni në territorin francez për një muaj.

Një formular për Zyrën Franceze për Imigrim dhe Integrim (OFII) do t'ju jepet, dhe ju duhet ta dorëzoni në Zyrën Franceze për Mbrojtjen e Refugjatëve dhe Personave Pa Shtetësi (OFPRA) brenda 21 ditëve.

## FAMILJA

### TRE FORMAT E BASHKIMIT NË FRANCE

#### ➤ **Martesa**

Akt juridik i bazuar në pëlqimin reciprok të dy bashkëshortëve. Vetëm martesa civile është e njohur ligjërisht, kështu që ajo duhet të ndodhë domosdoshmërisht përpara një martese tradicionale ose fetare.

#### ➤ **Pakti i solidaritetit civil (PACS)**

Kontrata e lidhur midis dy personave, të gjinisë të ndryshëm ose të të njëjtës gjini, për të organizuar jetën e tyre së bashku.

#### ➤ **Bashkëjetesa, ose bashkimi i lirë**

Bashkim de facto, i karakterizuar nga një bashkësi e qëndrueshme e jetës midis dy personave të gjinisë të ndryshëm ose të të njëjtës gjini.

### PRISHJA E BASHKIMIT NË FRANCE

Ashtu siç mund të vendosni lirisht të jetoni në çift, mund të vendosni t'i jepni fund jetës së bashku. Pas ndarjes, ndihma mund t'ju ndahet (shih CAF).

- Nëse dëshironi të prishni martesën, mund të kërkonti divorc. Në Gjykatën Gjyqësore zhvillohen procedura të ndryshme. Ndihma e një avokati është e detyrueshme (mund të përfiton ndihmë juridike, sipas kushteve).
- Nëse dëshironi vetëm të prishni PACS, duhet të informoni partnerin tuaj dhe t'i dërgoni një kopje të kësaj letre gjykatës së rethit që ka marrë deklaratën PACS. Nëse jeni dakord mes partnerëve, bëni një deklaratë të përbashkët për ndarje.
- Përrjashtimi nga shtëpia nuk ekziston në ligjin francez.



### AUTORITETI PRINDOR

Autoriteti prindëror janë të gjitha të drejtat dhe detyrat e prindërve në lidhje me fëmijët e tyre, nën moshën 18 vjeç. Ushtrohet bashkërisht dhe në mënyrë të barabartë nga të dy prindërit, qofshin të martuar apo jo, qofshin bashkë apo të ndarë (përveç rasteve të veçanta).

### RRËMBIMI NDËRKOMBËTAR APO ZHVENDOSJA E PALIGJSHME E FËMIJËVE

Një prind nuk mund të vendosë i vetëm që ta çojë fëmijën e tij të jetojë në një qytet ose vend tjetër pa pëlqimin e prindit tjetër ose gjyqtarit të gjykatës familjare. Në rast kërcënimi mund të kontaktoni Policinë, Xhandarmërinë ose Prefekturën.

# PRAKTIKAT E NDALUARA



## DHUNA

Dhunat - fizike, seksuale, morale, ekonomike ose psikologjike - në veçanti e kryer nga bashkëshorti ose ish-bashkëshorti është e ndaluar me ligj dhe autorët e saj dënohen me ligj.

Për raste urgjente, thirri 17 (polici, xhandarmëri) dhe me SMS 114. Për një dëgjim, thirri 39 19.

Ju gjithashtu mund të lidheni me platformën e raportimit të dhunës në internet: le të ndalojmë dhunën: [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi)

Para se të largoheni nga shtëpia bashkëshortore, kontaktoni policinë ose xhandarmërinë.

## MARTESA TË DETYRUARA

Martesa kërkon pëlqimin e ndërsjellë të bashkëshortëve të ardhshëm. Nëse vërtetohet se njëri nga bashkëshortët (ose të dy) është detyruar për martesë, martesa mund të anulohet dhe personat që e kanë detyruar martesën mund të dënohen. Moshë ligjore për martesë është 18 vjeç.

Në rast të dhunës së tillë (martesa bashkëshortore, të detyruara) mund të shqiptohet urdhri mbrojtës nga gjyqtari i çështjeve familjare me mundësinë e fshehjes së adresës së viktimës dhe ndalimit të hyrjes, kontaktit të agresorit me të apo edhe me fëmijët e saj.

## GJYMTIMI SEKSUAL FEMRAVE

Çdo gjymtim i kryer në organet gjenitale, duke përfshirë heqjen dhe infibulimin, është i ndaluar.

Në varësi të seriozitetit të fakteve, dënimet mund të arrijnë deri në 20 vjet burgim penal. Ligji francez zbatohet kur gjymtimi kryhet në Francë ose në një vend të huaj, nëse viktima është franceze ose nëse është e huaj, ajo zakonisht banon në Francë. Në rast kërcënimi për martesë të detyruar ose gjymtim seksual ndaj një të mituri, mund të shqiptohet ndalim për t'u larguar nga vendi.

## POLIGAMIA

Në Francë, martesa e një burri me disa gra është e ndaluar, është një vepër penale. Prandaj, një burrë nuk mund të martohet në territorin francez nëse tashmë ka një grua në vendin e tij të origjinës ose diku tjetër, pavarësisht nga kombësia e tij. Dënimi është 1 vit burgim dhe 45 mijë euro gjobë.

Neni L434-9 i CESEDA i cili ndalon një të huaj poligame të martuar në Francë të përfitojë nga bashkimi familjar ndaj gruas së tij të parë jashtë vendit dhe fëmijëve që mund të kishte me këtë grua të parë.

## FSHEHJA E FYTYRËS

Askush nuk mund të veshë, në hapësira publike, një veshje që synon të fshehë plotësisht fytyrën e tij (ligji i tetorit 2010). Dënimi është gjobë deri në 150 euro. Dënime të tjera ekzistojnë për fshehjen me forcë të fytyrës dhe nëse viktima është e mitur". Neni 225-4-10 i KP.



## SHËNDETËSIA

### QASJE NË SHËNDET

Çdokush në territorin francez ka të drejtën e kujdesit shëndetësor. Nëse jeni në një situatë të rregullt, keni mbulim social me një numër sigurimesh shoqërore:

- qoftë sepse punoni,
- qoftë sepse keni qenë në Francë për më shumë se 3 muaj.

Në të gjitha rastet, kontaktoni Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) – FONDI I SIGURIMIT SHËNDETËSOR.

Kushdo në një situatë të parregullt që ka jetuar në Francë për më shumë se 3 muaj mund të përfitojë gjithashtu nga mbulimi shëndetësor. Kjo është Ndihma Mjekësore Shtetërore (AME). Për ta bërë këtë, kontaktoni Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) ose Qasje e Përhershme në Shërbimin e Kujdesit Shëndetësor në spital - PASS.

Kërkesa 3-mujore e qëndrimit nuk zbatohet për të miturit, prindërit e të cilëve janë në një situatë të parregullt.

Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) lëshon një certifikatë të të drejtave ose një CARTE VITALE, ose një kartë pranimi për AME, për t'u paraqitur në konsultime, në spital, në farmaci.

Me një certifikatë të të drejtave ose një kartë jetike, ju mund të kërkontë një ekzaminim shëndetësor falas, i cili do të bëhet në një qendër ekzaminimi shëndetësor CPAM.

### KONTRACEPTIMI

Kontracesioni është të gjitha metodat e përdorura për të parandaluar një shtatzëni të padëshiruar. Është një e drejtë e parashikuar në ligj që nga viti 1967. Nuk kërkohet leje nga familja ose bashkëshorti.

Për të zgjedhur metodën që është më e përshtatshme për ju, mund të kontaktoni:

- një mjek i përgjithshëm,
- një gjinekolog dhe, në kushte të caktuara, një motër medicinale për shtatzëni,
- një qendër e përhershme e planifikimit familjar dhe konsultimit prenatal e cila ofron konsultime mjekësore falas dhe konfidenciale. Janë të garantuara falas dhe anonime për të rritur dhe të mitur.

Nëse jeni i mitur, nuk keni nevojë për lejen e prindërve për të marrë kontracesion.

### NDËRPRERJA VULLNETARE E SHTATZANISË (IVG)

Ju jeni shtatzënë dhe nuk dëshironi të vazhdoni me këtë shtatzëni, mund të vendosni për një ndërprerje vullnetare të shtatzënisë (IVG). Është një e drejtë e parashikuar në ligj. Nuk kërkohet leje nga familja ose bashkëshorti.

Kontakttoni një mjek sa më shpejt të jetë e mundur (zyra e mjekut, qendra e planifikimit, spitali).

Një e mitur që nuk mund të flasë me prindërit e saj për këtë duhet të shoqërohet nga një i rritur sipas zgjedhjes së saj. Ndërprerja vullnetare e shtatzënisë (IVG) duhet të kryhet para përfundimit të javës së 12-të të shtatzënisë.

### SHTATZËNIA DHE LINDJA

Mjekët ose mamitë mund të deklarojnë shtatzëninë e të siguruarit online, gjatë ekzaminimit të parë para lindjes. Do të merrni një udhëzues "Materniteti im - Përgatitem për ardhjen e fëmijës tim", një orar të ekzaminimeve tuaja mjekësore dhe dokumente të tjera praktike që do t'ju shoqërojnë gjatë shtatzënisë.

Qendra për Mbrojtjen e Nënës dhe Fëmijës (PMI) organizon konsultime në favor të grave shtatzëna dhe fëmijëve nën 6 vjeç.

# STREHIMI



## KËRKESË PËR STREHIM SOCIAL

Kushdo me një leje qëndrimi të vlefshme dhe që dëshiron të marrë strehim social duhet të aplikojë:

- goftë në internet:  
[www.demandelogementbourgogne-franche-comte.fr](http://www.demandelogementbourgogne-franche-comte.fr)
- ose duke i dërguar një kërkesë një qiradhënësi social (Office Public des HLM ose agjencitë sociale të pasurive të paluajtshme).

Situata juaj familjare dhe financiare merret parasysh për të përcaktuar nëse keni të drejtë për strehim social.

Asnjë tarifë administrative nuk kërkohet kur aplikoni për strehim.

Ju mund të kërkonti këshilla nga një asistent social në këshillin e departamentit, CCAS në qytetin tuaj ose referentin tuaj nëse jetoni në një strukturë pritjeje.

Nëse nuk keni strehim, mund të akomodoheni përkohësisht ose të akomodoheni për një periudhë të ndryshueshme. Kontrolloni me një asistent social në këshillin e departamentit ose CCAS në qytetin tuaj.

Në rast urgjence që kërkon strehim, thirrni 115 (numri i telefonit falas që funksionon 24 orë në ditë).

## SITUATA TJERA

Në kuadrin e një aplikimi për bashkim familjar, kërkohen kushte. Akomodimi dhe të ardhurat tuaja duhet të plotësojnë disa kritere.

Duhet të keni akomodim në momentin e aplikimit, duke treguar zonën dhe të gjitha karakteristikat e akomodimit. Nëse plotësohen kushtet, mund të lejohet bashkimi familjar.

**Nëse bashkëshorti juaj është poligam dhe nëse doni të keni një banesë të veçantë, mund të merrni ndihmë: kontaktoni një asistent social (nga Këshilli i Departamentit, CCAS i qytetit).**

## NDIHMË PËR STREHIM (NË KUSHTE)

- **Ndihma për strehimin e paguar nga CAF.**
- **Fondi i Solidaritetit të Banesave (FSL)** me Këshillin e Departamentit (ndihma për qira, depozitë, etj.).

Nëse keni probleme me akomodimin tuaj aktual: kontaktoni Shoqatën e Informacionit të Strehimit të Departamentit (ADIL).

Ka edhe ndihma të ofruara nga Action Logement (Garantie Visale dhe Avance LocaPass) të cilat lejojnë avancimin e depozitës ose garantuesit për të rinjtë nën 30 vjeç të punësuar në sektorin privat.

**Nëse jeni viktimë e dhunës, raportoni veten te një asistent social (departament, CCAS) ose te një shoqatë e specializuar, më pas te qiradhënësi publik për të marrë strehim në "Kontingjentin Prefektural".**



# PUNËSIMI DHE TRAJNIMI

## PËR PUNË DHE TRAJNIM NË FRANCË

Ju duhet të jeni në një situatë ligjore të rregullt dhe të keni një leje pune.

### **Punëtorët e huaj përveç titullit për qëndrim, duhet të kenë leje pune janë:**

- mbajtës të lejes së qëndrimit të përkohshëm ose shumëvjeçar "student",
- mbajtësit e certifikatës së lëshuar për azilkërkuessit.

### **Punëtorët e huaj të përjashtuar nga leja e punës janë:**

- shtetas të vendeve anëtare të BE-së ose ZEE-së
- punëtorë të transferuar,
- mbajtësit e kartës së rezidentit,
- mbajtësit e lejes së qëndrimit të përkohshëm ose shumëvjeçar "privat dhe familjar",
- mbajtësit e lejes shumëvjeçare të qëndrimit "pasaportë talenti", "asistent i dytë i TIK", "student", "përfitues i mbrojtjes plotësuese",
- mbajtës të vizës për më shumë se 3 muaj.

Punëtorët e huaj me leje qëndrimi të përkohshme "punëtor të përkohshëm" ose "asistent" ose mbajtësit e një leje qëndrimi shumëvjeçare "punëtor sezonal" përfitojnë nga një autorizim paraprak për punë (neni R. 5221-3, I i Kodit të Punës).

Për t'ju ndihmuar të gjeni një punë ose të kërkoni trajnim, mund të kontaktoni Pôle Emploi, misionin lokal ose CIDFF (CIDFF Belfort ka një BAIE)

Për të përftuar nga shërbimet e Pôle Emploi, duhet të regjistroheni si punëkërkuess në faqen: [www-pole-emploi.fr](http://www-pole-emploi.fr). Nëse keni punuar në Francë për disa muaj dhe numri i orëve të punës është i mjaftueshëm, mund të keni të drejtë për përfitimin e papunësisë. Më pas duhet të paraqisni një kërkesë te Pôle emploi, e cila do të llogarisë të drejtat tuaja.



## MISIONET LOKALE PËR TË RINJT

Misioni lokal është një hapësirë ndërhyrjeje në shërbim të të rinjve 16/25 vjeç. Çdo i ri mori përfitime nga ndjekja e personalizuar si pjesë e procedurave të tyre. Strukturat pritëse duhet të japin përgjigje për çështjet e punësimit, trajnimit, por edhe strehimit dhe shëndetësisë.

## BONUSI I AKTIVITETIT (PRIME D'ACTIVITÉ)

Bonusi i aktivitetit është një përfitim social që synon të plotësojë të ardhurat e asistentve dhe të vetëpunësuarve me burime modeste. Paguhet nga FAK (ose MSA për fermerët dhe asistentit e bujqësisë). Bonusi i aktivitetit është i destinuar për personat që ushtrjnë një veprimtari profesionale dhe të ardhurat e të cilëve nuk kalojnë kufij të caktuar. Ju duhet të paraqisni një kërkesë për një bonus aktiviteti në faqen e internetit [caf.fr](http://caf.fr). Ju mund të ndihmoheni nga asistent socialë nga këshilli i departamentit ose nga fondi i ndihmës familjare (CAF).

## NJOHJA E DIPLOMAVE TUAJA

Nëse dëshironi që diploma juaj e marrë jashtë vendit të njihet, duhet të shkoni në faqen e internetit të CIEP (Qendra Ndërkombëtare për Studime Pedagogjike) nën ENIC-NARIC, e cila lëshon certifikata të krahasueshmërisë së diplomave. Ky proces shpaguhet.

Kjo certifikatë e lëshuar nga qendra ENIC-NARIC mund t'i paraqitet një punëdhënësi; në një administratë që organizon një konkurs ose në një institucion trajnimi.

## TRAJNIM GJUHËSOR

Për të mësuar frëngjisht, mund të ndiqni kurse: kontaktoni bashkinë, qendrat socio-kulturore, shoqatat, qendrat mjekësore-sociale, OFII.

## PATENTË SHOFERI

Nëse jeni vendosur së fundi në Francë dhe keni një leje vozitje jo-evropiane, duhet ta ndërroni atë me një patentë franceze për të vazhduar vozitjen.

Shkëmbimi i lejes së drejtimit jo-evropian është i detyrueshëm brenda 1 viti nga data e marrjes së vendbanimit normal në Francë (fillimi i vlefshmërisë së lejes së parë të qëndrimit, data e vlefshmërisë së vizës nga OFPRA).

Nëse plotësoni kushtet për një shkëmbim, do t'ju lëshohet një leje vozitje franceze. Për të ndërruar lejen e vozitjes, duhet të kontaktoni prefekturën e departamentit tuaj.

# LOS PERMISOS DE RESIDENCIA



## ENTRADA EN EL TERRITORIO FRANCÉS

Tiene más de 18 años y no es ciudadana de un Estado de la Unión Europea. Desea residir en Francia. Necesita un visado. Las solicitudes de visado se realizan en el Consulado o en la Embajada de Francia de su país de residencia.

### ➤ **Visado de corta duración:**

El visado de corta duración permite permanecer en Francia y en el resto de los países del espacio Schengen durante un período máximo de 90 días. Este visado puede expedirse para viajes turísticos, profesionales, visitas familiares, etc.

### ➤ **Visado de larga duración:**

El visado de larga duración (VLS por sus siglas en francés) permite permanecer en Francia más de tres meses. Existen varios tipos de visado de larga duración en función del motivo de la estancia: el visado de larga duración con valor de permiso de residencia, el visado de larga duración que requiere la solicitud de una tarjeta por motivo familiar, laboral o jubilación, y el visado de larga duración especial (estudiantes, artistas, visitantes, jóvenes).

**Cónyuge de ciudadano francés:** Puede solicitar un visado de larga duración en calidad de cónyuge de ciudadano francés. Le servirá como permiso de residencia. Deberá realizar los trámites correspondientes en la OFII (Oficina Francesa de Inmigración e Integración) en los 3 meses siguientes a su llegada.

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>  
No tiene que realizar ningún trámite en la Prefectura durante el período de validez del visado.

### ➤ **Reagrupación familiar:**

La reagrupación familiar es un procedimiento por el cual puede traer a su esposo mayor de edad y/o a sus hijos menores de edad con residencia en un país extranjero fuera de la Unión Europea. Para

poder solicitarlo, deberá ser titular de un permiso de residencia vigente y residir en el territorio francés de forma regular desde al menos 18 meses.

La solicitud se realiza en la OFII.

### ➤ **Víctimas de violencia conyugal:**

Si es usted víctima de violencia conyugal o familiar, el Prefecto podrá, en determinadas condiciones, expedir o renovar su permiso de residencia.

Se podrá expedir un permiso de residencia en determinadas condiciones si una extranjera es víctima de violencia conyugal entre su llegada a Francia y la emisión de su permiso de residencia, incluso en ausencia de vida en común.

La administración no podrá retirar a una extranjera el beneficio de su permiso de residencia, cuando este ha sido emitido por un período definido, si se interrumpe la convivencia por violencia conyugal, por lo que podrá permanecer en el territorio hasta que venza su permiso de residencia.

También se podrá renovar su permiso en determinadas condiciones.

## LA ESTANCIA EN FRANCIA

Existen varios permisos de residencia: el permiso de residencia temporal de un año, el permiso de residencia plurianual, expedido por una duración de entre 2 y 4 años, y la tarjeta de residente, emitida por un período de 10 años. Estos permisos son renovables. La solicitud de un permiso de residencia se realiza en la Prefectura de su lugar de residencia.

## ASILO

La solicitud de asilo abarca la condición de refugiado o el beneficio de la protección subsidiaria. Según la Convención de Ginebra, un refugiado es aquel que "debido a

fundados temores de ser perseguido por motivos de raza, religión, nacionalidad, pertenencia a un determinado grupo social u opiniones políticas, se encuentre fuera del país de su nacionalidad y no pueda o, a causa de dichos temores, no quiera acogerse a la protección de su país". Para presentar una solicitud de asilo a su llegada a Francia, deberá contactar con un centro de acogida para solicitantes de asilo (SPADA, por sus siglas en francés) para

inscribirse en la ventanilla única para solicitantes de asilo de la Prefectura. Se le entregará un justificante de solicitud de asilo que le permitirá permanecer en territorio francés durante un mes. Además, se le entregará un formulario de la Oficina Francesa de Inmigración e Integración (OFII), que deberá presentar a la Oficina Francesa de Protección de Refugiados y Apátridas (OFPRA) en un plazo de 21 días.

## LA FAMILIA

### LAS TRES FORMAS DE UNIÓN EN FRANCIA

#### ➤ El matrimonio:

Acto jurídico basado en el consentimiento mutuo de los dos contrayentes. El matrimonio civil es el único reconocido legalmente, por lo que debe celebrarse obligatoriamente antes de un matrimonio tradicional o religioso.

#### ➤ El pacto civil de solidaridad (PACS):

Contrato concluido entre dos personas, de sexo diferente o de mismo sexo, para organizar su vida común.

#### ➤ La pareja de hecho o unión libre:

Unión de hecho que se caracteriza por una comunidad de vida estable entre dos personas de sexo diferente o de mismo sexo.

### LAS RUPTURAS DE UNIÓN EN FRANCIA

Al igual que puede decidir libremente vivir en pareja, puede decidir poner fin a su vida en común. Tras la ruptura, se le podrán conceder ciertas ayudas (ver CAF).

- Si desea romper su matrimonio, puede solicitar el divorcio. Existen distintos procedimientos que se celebran en el Tribunal Judicial. La asistencia de un abogado es obligatoria (puede disfrutar de la asistencia jurídica, sujeta a determinadas condiciones).
- Si desea romper sola el PACS, debe informar a su pareja y enviar una copia de ese correo al tribunal de instancia que



recibió la declaración de PACS. Si la ruptura es de común acuerdo con su pareja, deben realizar una declaración conjunta de ruptura.

- La repudiación no existe en el Derecho francés.

### LA PATRIA POTESTAD

La patria potestad es el conjunto de derechos y deberes de los padres para con sus hijos menores de 18 años. Se ejerce de forma común y en igualdad por ambos progenitores, independientemente de si están casados o no, o de si viven juntos o separados (salvo casos particulares).

### LA SUSTRACCIÓN INTERNACIONAL O TRASLADO ILÍCITO DE MENORES

Un progenitor no puede decidir llevarse a su hijo a vivir a otra ciudad o a otro país sin el acuerdo del otro progenitor o del juez de familia. En caso de riesgo de que eso se produzca, puede usted acudir a la Policía, a la Gendarmería o a la Prefectura.

# LAS PRÁCTICAS PROHIBIDAS



## LA VIOLENCIA

La ley prohíbe y condena a los autores de violencia – física, sexual, moral, económica o psicológica –, especialmente cuando la comete el cónyuge o excónyuge.

En caso de emergencia, llame al 17 (policía, gendarmería) o envíe un SMS al 114.

Si necesita hablar con alguien del asunto, llame al 39 19.

También puede conectarse a la plataforma de denuncia en línea de violencia, “Arrêtons les violences” (Acabemos con la violencia): [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi)

Antes de abandonar el domicilio conyugal, llame a la policía o a la gendarmería.

## LOS MATRIMONIOS FORZOSOS

El matrimonio exige el consentimiento mutuo de los futuros cónyuges. Si se prueba que uno de los cónyuges (o ambos) ha(n) sido obligado(s) a contraer matrimonio, se podrá anular el matrimonio y condenar a las personas que han forzado el matrimonio. La edad legal para contraer matrimonio es de 18 años.

El juez de familia puede dictar una orden de protección para ese tipo de violencia (violencia conyugal, matrimonio forzado) con la posibilidad de ocultar la dirección

de la víctima y prohibir al agresor o a los agresores ponerse en contacto con la víctima e incluso con sus hijos.

## LAS MUTILACIONES SEXUALES FEMENINAS

La mutilación genital, en especial la ablación y la infibulación, está prohibida. En función de la gravedad de los hechos, las penas pueden alcanzar hasta 20 años de reclusión criminal.

La ley francesa se aplica cuando la mutilación se ha cometido en Francia o en un país extranjero si la víctima es francesa o si, aun siendo extranjera, reside habitualmente en Francia.

En caso de que exista un riesgo de que una menor pueda ser víctima de un matrimonio forzoso o de mutilación sexual, se podrá dictar una prohibición de salida del territorio.

## LA POLIGAMIA

En Francia, está prohibido el matrimonio de un hombre con varias mujeres. Es un delito castigado penalmente. Un hombre no puede contraer matrimonio en territorio francés si ya tiene una esposa en su país de origen o en otro país, independientemente de su nacionalidad.

La pena es de 1 año de prisión y 45 000 € de multa.

El artículo L434-9 del CESEDA (Código de Entrada y Permanencia de Extranjeros y del Derecho de Asilo) prohíbe a un extranjero polígamo casado en Francia gozar del derecho a la reagrupación familiar de su primera esposa en el extranjero y los hijos que hubiera podido tener con esa primera mujer.

## LA OCULTACIÓN DEL ROSTRO

Nadie puede, en el espacio público, llevar un atuendo destinado a disimular completamente su rostro (ley de octubre de 2010).

La pena es una multa de 150 euros máximo. Existen otras penas en caso de ocultación forzosa del rostro y si la víctima es menor. Artículo 225-4-10 del Código Penal.



# LA SALUD

## EL ACCESO A LA ATENCIÓN SANITARIA

Cualquier persona que se encuentre en territorio francés tiene derecho a recibir atención sanitaria. Si usted se encuentra en situación regular, dispone de una cobertura social con un número de seguridad social:

- porque trabaja
- o porque está en Francia desde hace más de 3 meses.

En cualquier caso, acuda al organismo de seguridad social competente en Francia (la CPAM, Caisse Primaire d'Assurance Maladie).

Cualquier persona que se encuentre en situación irregular y resida en Francia desde hace más de 3 meses también puede disfrutar de una cobertura social. Se trata de la Asistencia Médica del Estado (AME, Aide Médicale de l'État). Para ello, deberá acudir a la CPAM o al Servicio de Acceso a la Atención Sanitaria en el hospital.

La condición de residencia de 3 meses no se aplica a los menores cuyos padres se encuentren en situación irregular.

La CPAM emite un certificado de derechos o una tarjeta sanitaria, o una tarjeta de admisión en caso de la AME, que deberá presentar en las consultas, en el hospital y en las farmacias.

Con el certificado de derechos o la tarjeta sanitaria, podrá solicitar una revisión médica gratuita, que se realizará en un centro de revisión médica de la CPAM.

## LA CONTRACEPCIÓN

La contracepción es el conjunto de métodos utilizados para evitar un embarazo no deseado. Es un derecho contemplado en la ley desde 1967.

No es necesaria la autorización de la familia o del cónyuge.

Para elegir el método más adecuado, puede acudir a:

- un médico de familia/generalista,
- un médico ginecólogo y, en determinadas circunstancias, una matrona,
- un servicio del centro de planificación familiar y de consulta prenatal que propone consultas médicas gratuitas y confidenciales. Se garantiza a adultos y menores una atención gratuita y anónima.

Si es usted menor, no necesita la autorización de sus padres para obtener un método anticonceptivo.

## LA INTERRUPCIÓN VOLUNTARIA DEL EMBARAZO (IVE)

Si está usted embarazada y no quiere continuar con este embarazo, puede optar por una interrupción voluntaria del embarazo (IVE). Es un derecho contemplado en la ley y no es necesaria la autorización de la familia o del cónyuge. Acuda cuanto antes a un médico (centro médico, centro de planificación, hospital). Una menor que no pueda hablar de ello a sus padres deberá ir acompañada de una persona mayor de edad de su elección. La IVE deberá practicarse antes del final de la 12ª semana de embarazo.

## EMBARAZO Y NACIMIENTO

Los médicos o matronas pueden declarar en línea el embarazo de la asegurada en la primera revisión prenatal.

Recibirá la guía "Mi maternidad - Preparo la llegada de mi bebé", un calendario con las revisiones médicas y otros documentos prácticos para acompañarla a lo largo de su embarazo.

Los centros de protección materna e infantil (PMI) organizan consultas para mujeres embarazadas y niños menores de 6 años.

# LA VIVIENDA



## SOLICITUD DE UNA VIVIENDA SOCIAL

Cualquier persona que posea un permiso de residencia válido y que desee acceder a una vivienda social deberá presentar una solicitud:

- en línea: [www.demandelogement.bourgognefranche-comte.fr](http://www.demandelogement.bourgognefranche-comte.fr)
- o a un arrendador social (Oficina Pública de Vivienda Social o agencias inmobiliarias sociales).

Se tendrá en cuenta su situación familiar y financiera para determinar si tiene derecho a una vivienda social.

No se reclamará ninguna cantidad en concepto de gasto administrativo cuando se presente la solicitud.

Puede pedir asesoramiento a un(a) asistente social del Consejo Departamental, del Centro Municipal de Acción Social (CCAS) de su ciudad o a su referente si vive en una estructura de acogida.

Si no tiene vivienda, puede ser alojada temporalmente o ser acogida por una duración variable. Pida información a un(a) asistente social del Consejo Departamental o del Centro Municipal de Acción Social (CCAS) de su ciudad.

En caso de que necesite ponerse a salvo urgentemente, llame al 115 (número de teléfono gratuito disponible las 24 horas del día).

## OTRAS SITUACIONES

En el marco de una solicitud de reagrupación familiar, se exigirán una serie de condiciones.

Su vivienda y sus ingresos deberán cumplir ciertos criterios.

Deberá disponer de una vivienda cuando realice la solicitud, en la que deberá indicar la superficie y el conjunto de características de la vivienda. Si se cumplen los requisitos, se podrá autorizar la reagrupación familiar.

**Si su esposo es polígamo y si desea acceder a una vivienda separada, podrá recibir ayuda: pida información a un(a) asistente social del Consejo Departamental o del Centro Municipal de Acción Social (CCAS) de su ciudad.**

## AYUDAS A LA VIVIENDA (SUJETAS A CONDICIONES)

- » **Ayudas a la vivienda concedidas por la CAF (Caja de subsidios familiares)**
- » **Fondos de solidaridad para la vivienda (FSL)** del Consejo Departamental (ayudas para el alquiler, la fianza, etc.).

Si tiene problemas con su vivienda actual, contacte con la asociación departamental de información sobre la vivienda (ADIL). También existen ayudas ofrecidas por Action Logement (Garantie Visale y Avance LocaPass) que adelantan la fianza o que avalan a los jóvenes menores de 30 años empleados en el sector privado.

**Si es usted víctima de violencia, acuda a un(a) asistente social (departamental, CCAS) o a una asociación especializada y al arrendador público para que le concedan una vivienda en el marco del “contingente prefectoral”.**

# EMPLEO Y FORMACIÓN

## PARA TRABAJAR Y FORMARSE EN FRANCIA

Es necesario estar en situación regular y ser titular de un permiso que autorice a trabajar.

**Los empleados extranjeros que tienen que disponer de una autorización para trabajar además de su permiso de residencia son:**

- los titulares de un permiso de residencia temporal o plurianual de "estudiante",
- los titulares del certificado emitido a los solicitantes de asilo.

**Los empleados extranjeros dispensados de autorización para trabajar son:**

- los ciudadanos de los Estados miembros de la Unión Europea o del Espacio Económico Europeo,
- los empleados trasladados,
- los titulares de una tarjeta de residencia,
- los titulares de un permiso de residencia temporal o plurianual de "vida privada y familiar",
- los titulares de un permiso de residencia plurianual "pasaporte talento", "empleado trasladado ICT", "estudiante", "beneficiario de la protección subsidiaria",
- los titulares de un visado cuya duración sea superior a 3 meses.

Los empleados extranjeros titulares de un permiso de residencia temporal "trabajador temporal", "empleado" o los titulares de un permiso de residencia plurianual "trabajador temporero" gozan de una autorización para trabajar previa (artículo R. 5221-3, I del Código Laboral).

Para ayudarla a encontrar un empleo o solicitar una formación, puede acudir al organismo para desempleados francés Pôle Emploi, a la misión local o al CIDFF – Centro de Información sobre los Derechos de las Mujeres y las Familias – (el CIDFF de Belfort dispone de una oficina de acompañamiento individualizado hacia el empleo, BAIE).



Para disfrutar de los servicios de Pôle Emploi, debe inscribirse como solicitante de empleo en [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr). Si ha trabajado varios meses en Francia y el número de horas trabajadas es suficiente, podrá tener derecho a una prestación por desempleo. En ese caso deberá presentar una solicitud a Pôle Emploi, que calculará sus derechos.

## LAS MISIONES LOCALES PARA LOS JÓVENES

La misión local es un espacio de intervención al servicio de los jóvenes de entre 16 y 25 años. Los jóvenes que acuden a este espacio cuentan con un servicio personalizado en el marco de los trámites que deban realizar.

Las estructuras de atención deben aportar respuestas a las cuestiones relativas al empleo, la formación, la vivienda o la salud.

## LA PRIMA POR ACTIVIDAD

La prima por actividad es una prestación social destinada a completar los ingresos de los empleados y trabajadores por cuenta propia con recursos modestos. La CAF (o la MSA para los agricultores y ganaderos por cuenta propia y ajena) abona dicha



prestación. La prima por actividad se dirige a personas que ejercen una actividad profesional y cuyos ingresos no superan determinados límites.

Es necesario presentar una solicitud de prima por actividad en el sitio web de la CAF ([caf.fr](http://caf.fr)). Los trabajadores sociales del Consejo Departamental o de la Caja de Subsidios Familiares (CAF) pueden ayudarla.

## CONVALIDACIÓN DE DIPLOMAS

Si desea convalidar diplomas obtenidos en el extranjero, deberá consultar el sitio web del CIEP (Centro Internacional de Estudios Pedagógicos), apartado ENIC-NARIC, que emite justificantes de equiparación de diplomas. Este trámite es de pago. Podrá presentar el certificado expedido por el centro ENIC-NARIC a un empleador, a una administración organizadora de una oposición o a un establecimiento de formación.

## LA FORMACIÓN LINGÜÍSTICA

Si desea matricularse en cursos para aprender francés, puede acudir al ayuntamiento, a los centros socioculturales, a las asociaciones, a los centros médico-sociales o a la OFII.

## PERMISO DE CONDUCIR

Si se ha instalado recientemente en Francia y es titular de un permiso de conducir no europeo, deberá canjearlo por un permiso francés para poder seguir conduciendo. El canje del permiso de conducir no europeo es obligatorio en el plazo de un año desde la fecha de adquisición de la residencia normal en Francia (inicio de la validez del primer permiso de residencia, fecha de validación del visado por la OFPRA). Si reúne las condiciones para un canje, se le entregará un permiso de conducir francés. Para realizar el canje del permiso de conducir, deberá acudir a la Prefectura de su departamento.

## التعريف بالشهادت العليا

إذا كنت ترغبين في التعريف بشهادتك التي تم الحصول عليها في بلدك، يجب البحث على موقع الأنترنات CIEP « المركز العالمي للدراسات البيداغوجية » خانة ENIC-NARIC ، الذي يسلم شهادات في المستوى التعليم. يجب الدفع للحصول على هذه الخدمة.

ويتم تقديم هذه الشهادة الصادرة عن مركز ENIC-NARIC لصاحب العمل، أو إدارة تنظيم المنافسة أو التكوين المهني.

## التدريب على اللغة

لتعلم اللغة الفرنسية، يمكنك أن تتابعين دورات :  
الاتصال بالبلدية، والمراكز الاجتماعية، والجمعيات، والمراكز الصح، OFII.

## رخصة السياقة

إذا كنت قد استقرت مؤخرًا في فرنسا ولديك رخصة قيادة غير أوروبية ، فيجب عليك استبدالها برخصة سياقة فرنسية لمواصلة القيادة.

يعد استبدال رخصة القيادة غير الأوروبية إلزاميًا في غضون عام واحد من تاريخ الحصول على الإقامة العادية في فرنسا (بدء سريان تصريح الإقامة الأول، وتاريخ تصديق المكتب الفرنسي لحماية اللاجئين وعديمي الجنسية OFPRA على التأشيرة).

إذا كنت تستوفي شروط التغيير ، يتم إصدار رخصة قيادة فرنسية.

لنفيذ تغيير رخصة القيادة ، يجب عليك الاتصال بمحافظة ولايتك.

# الشغل و التعليم

## العمل و التعليم في فرنسا

يجب أن يكون وضعك قانوني وتحمل تصريح عمل. **الموظفون الأجانب الذين يجب أن يكون لديهم تصريح عمل بالإضافة إلى التصريح الخاص بهم، وهم**

- حاملي بطاقة إقامة "طالب" مؤقتة أو متعددة السنوات
- حاملي الشهادة الصادرة لطالب اللجوء الموظفون **الأجانب المعفيين من تصريح العمل، وهم**
- رعايا الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي أو المنطقة الاقتصادية الأوروبية
- الموظفين المنتمين،
- حاملي بطاقة الإقامة،
- حاملي بطاقات الإقامة "الخاصة والعائلية" المؤقتة أو المتعددة السنوات،
- حاملي بطاقات الإقامة متعددة السنوات "جواز سفر المواهب"، "الموظف تكنولوجيا المعلومات والاتصالات المعار"، "الطالب"، "المستفيد من الحماية الفرعية"،
- حاملي تأشيرة الدخول لأكثر من 3 أشهر.

## البعثات المحلية للشباب

البعثة المحلية هي مساحة متخصصة في تقديم خدمات للشباب بين 16 و 25 سنة. كل شاب أو شابة يتمتع بفوائد شخصية حسب حالته و حسب مساعبه. توفر هذه الهياكل الحلول لمشاكل التوظيف، التكوين المهني وأيضاً الإعانة في وجود مسكن و التمتع بالرعاية الصحية.

## مكافأة النشاط

مكافأة النشاط هي فائدة إجتماعية تهدف إلى إستئصال دخل الموظفين و العاملين الخصوصيينالذين لهم دخل محدود. يتم دفعها من قبل CAF أو MSA للعاملين فيالمجال الفلاحي) مكافأة النشاط مخصصة للذين لهم نشاط مهني و لا يتجاوز دخلهم حدوداً معينة. يجب إرسال طلب إلى [caf.fr](http://caf.fr) للحصول على مكافأة النشاط.

يمكن مساعدتك من قبل العاملين الإجتماعيين فيمجال المحافظات أو صندوق المساعدات العائلية CAF.

يُمنح الموظفون الأجانب، الذين يحملون بطاقة إقامة مؤقتة "عامل مؤقت" أو "موظف"، أو حاملي بطاقة إقامة متعددة السنوات "عامل موسمي"، تصريح عمل مسبق (المادة 3-5221، R. 1، من قانون العمل).

لمساعدتك في الحصول على وظيفة أو الإلتحاق بالتكوين المهني، يمكنك الإتصال بمركز التوظيف أو بعثة المحلية أو CIDFF (التابع لبلفور CIDFF) للإستفادة من خدمات مركز التوظيف (pôle emploi)

، يجب أن التّسجيل كطالبة شغل على الموقع الإلكتروني

[www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr)

إذا كنت قد اشتغلت بضعة أشهر في فرنسا، و عدد الساعات كاف ، قد يكون لك الحق في إعانة البطالة. لذلك يجب أن تسجلي مطلباً في مركز التوظيف الذي سوف يطلعك على حقوقك.



## حالات أخرى

لطلب جمع شمل الأسرة، هناك ظروف معينة. منزلك ودخلك يجب أن يستوفو معايير معينة. يجب أن يكون لديك منزل في وقت تقديم الطلب مع الإعلان عن حجم السكن، وجميع خصائصه. إذا تم استيفاء الشروط، يجوز الترخيص في جمع شمل الأسرة.

إذا كان زوجك متعدد الزوجات، وإذا كنت ترغب في الحصول على سكن منفصل، يمكنك التمتع بمساعدات: ! تصلي بمرشد اجتماعي تابع لمجلس المحافظة أو CCAS.

## طلب السكن الاجتماعي

أي شخص لديه إقامة قانونية و يبحث عن مسكن اجتماعي يجب أن يتقدم بمطلب:

- عبر الأنترنت

[www.demandelogementbourgognefranche-comte.fr](http://www.demandelogementbourgognefranche-comte.fr)

- أو عن طريق إرسال طلب إلى مالك السكن الاجتماعي (الوكالة العامة للسكن أو مكاتب السكن الاجتماعي).

حالتك العائلية والمادية تؤخذ بعين الاعتبار لمعرفة إن كان لك الحق في السكن الاجتماعي.

لا يطلب منك أي رسوم عند طلب السكن.

يمكنك طلب المشورة من مساعد اجتماعي في مجلس المحافظة، أو CCAS لمدينتك أو المرجع الخاص بك إذا كنت تعيشين في هيكل الضيافة المؤقتة.

إن كنت لا تملكين مسكناً ، يمكن أن يتم إيوائك مؤقتاً أو لفتراتٍ مختلفة.

استفسرن بالقرب من مساعد اجتماعي أو مجلس

المحافظة أو CCAS.

في حالة الطوارئ اتصلي ب 115 ، مركز الإسكان في حالات الطوارئ، رقم مجاني ومتاح 24 ساعة.

## المساعدات للسكن - (مع الظروف)

« **إعانة على الإسكان يتم منحها من قبل CAF.** »  
« **صندوق التضامن للإسكان (FSL) التابع لمجلس المقاطعة، إعانة على الخلاص والكفالة...** »  
- إذا كان لديك مشاكل في منزلكن الحالي :  
اتصلن بالجمعية الجهوية للمعلومات عن الإسكان (ADIL).

- وهناك أيضاً مساعدات تقدمها مؤسسة إجراءات

الإسكان ( Garantie Visale et Avance )

(LocaPass) والتي تسمح بتقديم تأمين أو ضمان

للشباب الذين نقل أعمارهم عن 30 عاماً والذين

يعملون في القطاع الخاص.

إذا كنت ضحية غُفٍ، أبلغي مرشدة إجتماعية

(تابع لمجلس المحافظة أو CCAS أو

جمعية مختصة) أو المؤجر العام للحصول على

مسكن مستقل من « Contingent » .

« préfectoral »

بدون أي ترخيص ضروري من الأسرة أو الزوج.  
لاختيار الطريقة التي تناسبك، يمكنك استشارة:

-طبيب عام

-طبيب نساء في بعض الحالات القابلة

-مركز تنظيم الأسرة و استشارة ما قبل الولادة يقدم استشارات طبية مجانية وسرية. مع تأكيد عدم الكشف عن هويته للبالغين والقصر.  
إذا كنت قاصراً، أنت لا تحتجين إلى إذن من الوالدين للحصول على موانع الحمل.



## الصحة

### الإيقاف الطوعي للحمل (IVG)

أنت حامل و لا ترغبين في مواصلة الحمل، يمكنك أن تقررري الإيقاف الطوعي للحمل (الإجهاض). وهو حق يضمنه القانون. لا حاجة إلى ترخيص من الأسرة أو الزوج الرجاء الاتجاه في أقرب وقت ممكن إلى الطبيب( العيادة الطبية، عيادة التخطيط والمستشفى)  
القاصر التي لا يمكن أن تخبر والديها، يجب أن تكون مصحوبة بشخص بالغ من اختيارها.  
يجب أن يتم الإجهاض قبل نهاية الأسبوع ال 12 من الحمل.

### الحمل والولادة

الأطباء أو القابلات يمكنهم الإعلان عن الحمل إن كنت مؤمنة من الضمان الاجتماعي عبر الإنترنتات وذلك في الزيارة الأولى للحمل.  
الأمومة، كيف أحضر لمجيء « سوف تحصلين على دليل رُزنامة المواعيد للمراقبة الطبية و أوراق أخرى ، « طفلي مهمة لإرشادك مدة الحمل.  
مركز حماية الأم و الطفل (PMI) ينظم مراجعات طبية للنساء الحوامل و الأطفال الذين سنهم دون ستة سنوات.

### الحصول على الرعاية الصحية

أي شخص موجود على الأراضي الفرنسية له الحق في الرعاية الصحية.  
إذا كنت في وضعية قانونية، لديك الضمان الاجتماعي مع رقم خاص بك:  
-إما لأنك تعملين.  
-إما لأنك في فرنسا منذ أكثر من 3 أشهر.  
في جميع الحالات، إتصلي بالصندوق الأولي للتأمين الصحي (CPAM).  
أي شخص يقيم بطريقة غير شرعية في فرنسا لأكثر من 3 أشهر يمكنه أيضا الحصول على التغطية الصحية. تسمى الإعانة الطبية للدولة (AME). لهذا، إتصلي بالصندوق الأولي للتأمين الصحي (CPAM) أو القسم الدائم للرعاية الصحية في المستشفى.  
لا ينطبق شرط الإقامة لمدة 3 أشهر للقاصرين الذين أحد والديهم ليس في وضعية قانونية.  
يمنح الصندوق الأولي لتأمين الصحي (CPAM) على شهادة الحق في العلاج أو بطاقة الضمان الاجتماعي أو بطاقة الإنضمام إلى AME  
تستظهرين بهما في استشارة طبية، و المستشفيات، الصيدليات. مع شهادة الحق في العلاج أو بطاقة الضمان الاجتماعي، يمكنك طلب فحص طبي مجاني في مركز الصحة التابع ل CPAM.

### وسائل منع الحمل

هو مجموعة من الطرق المستخدمة لمنع الحمل الغير مرغوب فيه. وهو حق يضمنه القانون منذ عام1967.

## تشويه الأعضاء التناسلية للإناث

أي تشويه يجرى على الأعضاء التناسلية، بما في ذلك الختان أو البتر، هو ممنوع. العقوبة قد تصل إلى 20 سنة سجنًا. يطبق القانون الفرنسي في حال ما إذا وقع البتر في فرنسا أو في بلد أجنبي. أن تكون الضحية فرنسية أو تكون مهاجرة، مكان سكنها في فرنسا. في حالة التهديد بالتزويج العصب أو ختان الأعضاء التناسلية لفاصر، يمكن الحكم بعدم مغادرة أراضي فرنسا.

## تعدد الزوجات

في فرنسا، يمنع زواج رجل مع العديد من النساء، فإنه يعتبر جريمة يعاقب عليها القانون. بالتالي لا يمكن لرجل أن يتزوج في الأراضي الفرنسية إذا كان لديه بالفعل الزوجة في بلده أو في بلدان أخرى، مهما تكون جنسيته... وتكون العقوبة السجن مدة سنة واحدة وغرامة بـ 45,000€ المادة 9-434L من قانون دخول الأجانب وإقامتهم وحق اللجوء، والتي تحظر على الأجنبي متعدد الزوجات والمتزوج داخل فرنسا الاستفادة من جمع شمل الأسرة مع زوجته الأولى في الخارج والأطفال الذين كان من الممكن أن ينجبهم من هذه الزوجة الأولى.

## غطاء الوجه

لا يجوز لأي شخص، في الأماكن العامة، ارتداء الملابس المخصصة لإخفاء وجهه (قانون أكتوبر 2010). العقوبة غرامة مالية تصل إلى 150 يورو كحد أقصى. كما توجد عقوبات أخرى في حالة إخفاء الوجه القسري أو إذا كانت الضحية قاصرا ". المادة 225-4-10 من قانون العقوبات.

## العائلة



## العنف

العنف - الجسدي والجنسي والأخلاقي والاقتصادي والنفسي - التي ترتكب من قبل الزوج أو الزوج السابق ممنوعة بموجب القانون و مرتكوبه يطبق عليهم القانون. لحالات الطوارئ، يمكنكم الاتصال على رقم 17 (الشرطة، الدرك) وعن طريق الرسائل القصيرة على رقم 114. ولخدمة الاستماع، اتصل على رقم 3919. كما يمكنكم أيضًا الاتصال بمنصة الإبلاغ عن حالات العنف عبر الإنترنت: لنوقف حالات العنف: [www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi) قبل مغادرة منزل الزوجية، اتصل بالشرطة أو الدرك

## الزواج المرغم

الزواج يتطلب موافقة متبادلة من الطرفين المقبلين على الزواج. إذا ثبت أن أحد الزوجين (أو كليهما) أُجبر على الزواج، يعتبر هذا الزواج ملغى. و الأشخاص الذين أرغموهم على الزواج عرضةً لتتبعاتٍ عذلية. السن القانوني للزواج هو 18 سنة.

يمكن لقاضي شؤون الأسرة إصدار أمر حماية في حال وقوع مثل هذا العنف (الزواج التقليدي والقسري) مع إمكانية إخفاء عنوان الضحية ومنع المعتدين من الاتصال بها أو باطفاله

في المحافظة (الولاية).  
يتم تسليمك شهادة طلب لجوء ، و يسمح لك بالبقاء  
في فرنسا لمدة شهر واحد.  
تُعطى لك استمارة من المكتب الفرنسي للهجرة  
والإدماج (OFII) لإرسالها إلى المكتب الفرنسي  
لحماية اللاجئين و عديمي الجنسية (OFPRA) في  
أجل لا يتعدى 21 يوما .

يكون موجوداً خارج البلد الذي يتمتع بجنسيته ولا  
يستطيع بسبب الخوف المطالبة بحماية هذا البلد »  
لتقديم طلب اللجوء ، عند الوصول إلى فرنسا ، يجب  
عليك الإتصال بالجمعية المسؤولة عن الاستقبال  
الأولي (SPADA - سبادا (منشآت الاستقبال المبني  
لطالبي اللجوء))  
لتسجيلك في الشباك الموجد لاستقبال طالبي اللجوء

## العائلة

### أشكال الإرتباط الثلاثة في فرنسا

#### « الزّواج

عقد قانوني يُبنى على أساس الموافقة المتبادلة بين  
الزّوجين .فقط الزّواج المدني معترف به من النّاحية  
القانونية على عكس الزّواج التقليدي أو الديني.

#### « العقد المدني للتضامن (PACS)

هو عقد إتفاق بين شخصين من جنس مختلف أو من  
نفس الجنس، لتنظيم حياتهم الموحدة.

#### « المساكنة أو الإرتباط الحرّ

هو إرتباط لا فعلي، يميز تعايش مستقر بين شخصين  
من جنس مختلف أو من نفس الجنس.



شريكك غير موافق ، قومي بالإتصال بمحضر  
قضائي.  
- الطلاق الشفاهي غير معترف به في القانون  
الفرنسي.

### السلطة الأبوية

السلطة الأبوية هي مجموعة من الحقوق والواجبات  
للوالدين تجاه أبنائهم، الذين سنهم دون 18 سنة .  
وتمارس هذه السلطة بشكل مشترك ومتساو من كلا  
الوالدين، سواء كانا متزوجان (أم لا يعيشان معا أو  
منفصلان) إلا في حالات استثنائية.

### خطف الأولاد الدولي أو ترحيلهم الغير قانوني

أحد الأبوين لا يمكنه أن يقرر لوحده أخذ طفله معه  
للعيش في مدينة أخرى أو في بلد آخر دون موافقة  
الطرف الأخر أو قاضي الأسرة.  
في حالة التهديد، يمكنك الإتصال بالشرطة أو الدرك  
أو المحافظة.

### أنواع الانفصال في فرنسا

مثلما قررت بحرية الإرتباط والعيش في حياة  
زوجية، لك الحق أيضا في الانفصال.  
بعد الإنفصال يمكنك التمتع بمساعدات من طرف  
ال (CAF).  
- إذا كنت تُرغين في إنهاء الزّواج، يمكنك طلب  
الطلاق.

هناك إجراءات عديدة تتم لدى المحكمة القضائية  
(Tribunal Judiciaire)المساعدة  
من محام إلزامية ( يمكنك الحصول على المساعدة  
القضائية بشروط).

- بالنسبة للطلاق المراد من الطرفين، هناك إتفاق  
يُبرم بين الزوجين بحضور مُحامي الطرفين يمكن  
تسجيله لدى كاتب العدل.

إذا كنت تُردين فسخ عقد pacs، يجب إرسال  
الإعلان pacs المشترك إلى البلدية التي تمّ فيها  
تسجي pacs أو كاتب العدل الذي سجّلهُ. إذا كان



# تصاريح الإقامة

## الدخول إلى الأراضي الفرنسية

عُمرُك أكثر من 18 سنة و أسْت من رعايا دول الإتحاد الأوروبي ، ترغيبين في البقاء في فرنسا. يجب عليك الحصول على تأشيرة . يتم تقديم طلب التأشيرة في القنصلية أو السفارة الفرنسية الموجودة في البلد الذي تقيم فيه.

### « تأشيرة الإقامة القصيرة؛

تسمح لك تأشيرة الإقامة القصيرة باقامة في فرنسا و البلدان الأخرى من منطقة شنغن . وهي صالحة لمدة 90 يوماً كحد أقصى . يمكن منح هذه التأشيرة للرحلات السياحية ، المهنية، زيارة عائلية...

### « تأشيرة الإقامة الطويلة؛

تسمح لك تأشيرة الإقامة الطويلة (VLS) بالبقاء في فرنسا لأكثر من 3 أشهر .

توجد عدة أنواع من تأشيرة الإقامة الطويلة اعتماداً على سبب الإقامة؛ VLS تساوي تصريح إقامة .

يتطلب VLS طلب بطاقة لإثبات الغرض أسباب عائلية ، عمل ، التقاعد وهناك VLS الخاص ب

الطلاب، الفنانين ائربن و الشباب) متزوجة من فرنسي الجنسية ؛ يمكنك تقديم طلب للحصول على

تأشيرة الإقامة الطويلة كزوجة لفرنسي . يجب تصريح إقامة، لذلك يجب إكمال الشكليات مع

OFII في ظرف 3 أشهر من تاريخ وصولك .

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>

ليس لديك أي خطوات لاتخاذها مع المحافظة أو الولاية خلال صلاحية التأشيرة .

### « جمع شمل الأسرة

جمع شمل الأسرة هو إجراء يسمح لك بإحضار زوجك إلى فرنسا أو أطفالك القاصرين المقيمين في بلد أجنبي خارج الإتحاد الأوروبي .

يجب أن يكون لديك تصريح إقامة ساري المفعول وأن تكوني موجودة في فرنسا بصفة منتظمة لمدة

18 شهراً على الأقل . يتم تقديم الطلب إلى OFII .

إذا كنت ضحية عنف زوجي أو عائلي، يمكن للوالي، حسب شروط معينة، أن يمنحك حق تجديد تصريح

الإقامة .

### « ضحايا العنف المنزلي

إذا ما كنتم ضحية للعنف المنزلي أو الأسري، فيجوز للمحافظ، وبشروط معينة، أن يمنحكم الحق في

إصدار تصريح إقامة أو تجديده .

ويجوز للمرأة الأجنبية التي تتعرض للعنف المنزلي، في الفترة بين وصولها إلى فرنسا وإصدار تصريح

إقامتها، وبشروط معينة، الحصول على تصريح إقامة حتى في حالة عدم وجود حياة مشتركة .

ولا يمكن للإدارة أن تسحب من المرأة الأجنبية حق الاستفادة من تصريح إقامتها، وذلك عندما يتم

الحصول عليه لفترة محددة، وحتى إذا ما تفككت الحياة المشتركة بسبب العنف المنزلي . ولذلك يجوز

لها البقاء في الإقليم حتى انتهاء صلاحية تصريح إقامتها . كما يمكنها أيضاً تجديده بشروط معينة .

### الإقامة في فرنسا

هناك تصاريح إقامة مختلفة : تصريح الإقامة المؤقتة لمدة عام واحد، تصريح إقامة متعدد السنوات الصادر

لمدة تتراوح بين سنتين وأربع سنوات ، بطاقة مقيم الصالحة لمدة 10 سنوات . هذه التصاريح قابلة

لتجديد .

يتم تقديم مطلب الحصول على تصريح الإقامة في المحافظة أو الولاية التي تسكنين فيها .

### اللاجئ

طلب اللجوء يشمل وضع اللاجئ حيث الاستفادة بالحماية الإضافية .

بموجب اتفاقية جنيف لعام 1951 ، صفة لاجئ تنطبق على أي شخص مهدد بالتعرض للإضطهاد

بسبب عرقه أو دينه « أو جنسيته (... ) ، أو عصولته في مجموعة إجتماعية معينة أو آرائه السياسية (... )



# 居留证

## 进入法国领土

您已超过18周岁，并且不是欧盟成员国的国民。

您想要在法国居住。您必须获得签证。

签证申请是在您居住国的法国领事馆或大使馆进行的。

### ➤ 短期居留签证：

短期居留签证允许您在法国和申根区 (espace Schengen) 其他国家居留。其最长有效期为90天。

该签证可能因旅游、商务旅行、探亲等情况而授予。

### ➤ 长期居留签证：

长期居留签证 (VLS) 允许您在法国居留三个月以上时间。根据居留理由的不同，存在多种类型的长期居留签证：相当于居留证的VLS、因家庭、工作、退休原因需要申请居留证的VSL以及特殊VLS (大学生、艺术家、游客、未成年人)。

**法国人的配偶：** 作为法国人的配偶，您可申请长期居留签证。它相当于居留证。您必须在抵达法国后三个月内，在OFII (法国移民和融入局) 完成相关手续。

<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/particuliers/#/>

在签证有效期内，您无需在省政府处履行任何手续。

### ➤ 家庭团聚：

家庭团聚是一种程序，允许您居住在欧盟以外国家的成年配偶和/或未成年子女前来法国。您必须持有有效的居留证，并在法国合法居留了至少十八个月。

申请需向OFII提出。

### ➤ 配偶暴力受害人：

如果您是配偶或家庭暴力的受害人，省长可能在某些条件下，向您发放或延期居留证。

对于作为家庭暴力受害人的外国人，在其抵达法国和获得居留证之间，可以在某些条件下获得居留证，即使是没有共同生活的情况下。

如果因为婚姻暴力而导致共同生活中断，在其居留证是有固定有效期的情况下，政府部门不能撤销该名外国人由居留证所获得的权利。其可留在法国境内，直至其居留证到期。也可能在某些条件下获得延期权利。



## 在法国居留

现有多种不同的居留证：有效期一年的临时居留证、有效期两年至四年的长期居留证、十年签发一次的居留证。这些证件都是可续期的。居留证的申请需向您居住地的省政府提出。

## 庇护

庇护申请涵盖难民身份或享受辅助性保护的情况。

根据1951年的《日内瓦公约》，难民身份授予“由于有理由担心因种族、宗教、国籍、属于某一社会团体或政治见解而受到迫害，身处其国籍国之外，并且由于这种担心而不能或不愿意要求祖国保护的任何人”。

如需提交庇护申请，在您抵达法国后，您必须联系一家前期接待协会 (SPADA, 即 Structures de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile, 庇护申请人初期接待组织)，以便在省政府的庇护申请人一站式接待窗口登记。

将向您回传一份庇护申请证明，您可藉此在法国领土内居住一个月时间。

将向您回传一张法国移民和融入局 (OFII) 的表格，您负责在二十一天限期内将此表格送交法国难民与无国籍保护局 (OFPRA)。

## 家庭

### 法国的三种结合方式

#### ➤ 结婚：

以夫妻双方共同同意为基础的法律文书。只有民事婚姻是受法律承认的，因此必须在传统或宗教婚姻之前进行。

#### ➤ 同居民事协议（PACS）：

两个不同性别或相同性别的人之间的协议，以安排他们的共同生活。

#### ➤ 同居，或自由结合：

以两个不同性别或相同性别的人之间稳定的共同生活为特点的事实结合。

### 法国的结合中断

就像你们可以自由决定作为夫妻生活在一起一样，你们也可以决定结束你们的共同生活。结合中断后，可能提供给你们各种帮助（参见CAF）。

— 如果您想要解除婚约，您可申请离婚。在法院有着不同的手续。必须有律师的协助（在某些条件下，您可能获得法律援助）。

— 如果您想要仅仅中断PACS，那么您必须通知您的伴侣，并将此信的副本寄给接收PACS声明的初审法院。如果你们达成一致，你们可起草一份中断结合声明。

— 法国法律中不存在休妻。



### 家长权力

家长权力是家长面对年龄不满18周岁子女的全部权利和义务。它由父母双方共同且平等地行使，无论他们是否结婚，无论他们是生活在一起还是分居（特殊情况除外）。

### 儿童的国际绑架或非法转移

未获父母另一方或家庭事务法官的许可，父母一方不能单方面决定将孩子带到另一个城市或另一个国家生活。如遇威胁，您可联系警察、宪兵或省政府。

## 受禁止的做法



### 暴力

法律禁止特别是由配偶或前配偶实施的暴力——无论是身体、性、道德、经济或心理方面，否则将受到法律惩罚。

如遇紧急情况，可拨打17（警察、宪兵）和发送短信至114。如需倾诉，可拨打39 19。

您也可登录在线暴力报告平台：停止暴力：

[www.service-public/cmi](http://www.service-public/cmi)

离开配偶生活住所前，请您联系警察或宪兵。

### 强迫婚姻

婚姻需要未来配偶双方的同意。如果证明配偶中一方（或双方）是被迫结婚的，那么将取消这场婚姻，并对强迫婚姻的人进行定罪。结婚法定年龄是18周岁。

当发生暴力（家庭暴力、强迫婚姻）的情况下，家庭事务法官可以发出保护令，隐瞒受害人的住址并禁止凶犯与她或她的孩子接触。

### 切割女性生殖器

禁止任何对生殖器的残害，特别是切割和对阴部的封锁。

根据罪行的严重程度，可判处最高20年的有期徒刑。

如果受害者是法国人，或是通常居住在法国外国人，无论残害行为发生在法国或外国均可适用法国法律。

在存在针对未成年人的强迫婚姻或切割女性生殖器威胁的情况下，可以宣判禁止其离开法国领土。

### 一夫多妻制

在法国，禁止一夫多妻制的婚姻，这是一种会受到刑事制裁的罪行。因此，无论其国籍如何，如果男子已在其原籍国或其他地方有了妻子，那么他就不能在法国领土内结婚。

惩罚为一年监禁和45,000欧元罚款。

CESEDA（外国人入境、居留和避难法）第L434-9条禁止在法国结婚的多配偶外国人就其在国内的第一任妻子和与该第一任妻子可能的任何子女享受家庭团聚的权益。

### 遮面

在公共场所，任何人都不得穿着旨在完全遮盖其面部的衣服（2010年10月法）。

处罚为最高150欧元的罚款。如果强行遮面，以及受害人是未成年人时，则存在其他处罚。CP第225-4-10条。



## 健康

### 获得治疗

在法国领土的任何人都有权利获得治疗。如果您是合法居民，您就拥有社会保险及社会保险号码：

- 或是因为您的工作
- 或是因为您在法国超过三个月时间

任何情况下，均请联系法国社会医疗保险局 (CPAM) ，

任何在法国非法居住超过3个月的人也可以享受医疗保险。它就是国家医疗援助 (AME) 。为此，请联系法国社会医疗保险局 (CPAM) 或医院的健康治疗值班处 (Permanence d'Accès aux Soins de Santé) 。

需居住3个月的条件不适用于父亲或母亲为非法居住人员的未成年人。

法国社会医疗保险局 (CPAM) 会发放一份权利证书或医保卡，或AME许可卡，在就诊时，在医院、药店内出示。

拥有权利证书或医保卡后，您可申请进行一次免费健康检查，它将在CPAM的健康检查中心内完成。

### 避孕

避孕是指在您不愿意时避免您怀孕所用的全部方法。从1967年开始，这已是写入法律的一项权利。

它无需得到家人或配偶的许可。

为了选择最适合您的方法，您可请教：

- 全科医生，
- 妇科医生，以及在某些情况下，助产士，
- 计划生育和产前咨询中心的值班处，提供免费且保密的医疗咨询。对成人和未成年人都是免费且匿名的。

如果您是未成年人，您不需要得到父母的许可就能获得避孕。

### 自愿中止妊娠 (IVG)

您已经怀孕，但不想继续怀孕，您可以决定自愿中止妊娠 (IVG) 。这是已写入法律的一项权利。它无需得到家人或配偶的许可。

请尽早联系医生 (医疗诊所、计划生育中心、医院) 。

对于不能将此透露给父母的未成年人，必须由一名她选择的成年人陪同。

IVG必须在怀孕第12周结束前实施。

### 怀孕和分娩

在第一次产前检查时，医生或助产士可以在线申报被保险人的怀孕。

您将收到一份名为《我的孕期——为孩子的到来做准备》 (Ma maternité - Je prépare l'arrivée de mon enfant) 的指南，一份您的体检日历和在您怀孕期间陪伴您的其他实用文档。

母婴保护中心 (PMI) 负责组织面向孕妇和6岁以下儿童的咨询。

# 住房



## 申请社会住房

任何拥有有效居留证，且想要获得社会住房的人都必须提出申请：

– 或是在线申请：

[www.demandelogementbourgognefranche-comte.fr](http://www.demandelogementbourgognefranche-comte.fr)

– 或是向社会出租人提出申请（廉租房公共办公室（Office Public des HLM）或社会房地产中介）

将考虑您的家庭情况和经济情况，以确定您是否有权获得社会住房。

住房申请时，不需要任何案卷手续费。

您可以向省议会的社会工作者、您所在城市的CCAS或您的协调员（如果您住在接待机构时）征求意见。

如果您没有住处，您可以被临时安置，或在一个不固定的时间段内居住某处。请向您所在城市省议会或CCAS的社会工作者了解情况。

紧急情况下需要避难时，请拨打115（24小时全天可接通的免费电话）。

## 其他情况

当申请家庭团聚时，各项条件是要求严格的。您的住宅和您的收入必须满足一定的标准。申请时您必须拥有一处住宅，并指明该住宅的面积和所有特征。如果满足相关条件，则可能允许家庭团聚。

**如果您的丈夫拥有多名配偶，而您希望搬到单独的住所，您可能会得到帮助：请咨询社会工作者（省议会的，您所在城市CCAS的）。**

## 住房补贴（在一定条件下）

- **住房补贴由CAF（法国政府生活补助中心）支付**
- **由省议会提供的“住宅互助基金（FSL）”（帮助支付租金、押金等）。**

如果您有对您目前住房的问题：请联系省立住房信息协会（ADIL）。

还有一些由住房行动机构（Action Logement）提供的补助金（Garantie Visale和Avance LocaPass），允许为在私营部门就业的30岁以下年轻人垫付担保金或成为充当他们的担保人。

**如果您是暴力的受害人，请向社会工作者（省属的、CCAS的）或专门协会报告，然后向公共房东报告，以便从“省级配额”中获得住房。**

# 就业与培训

## 为了在法国工作和培训

其必须是合法居民且持有工作许可。

**外国雇员在获得工作许可前，其身份还需为：**

- 临时居留证或“大学生”类长期居留证的持有人
- 已获得庇护申请人证明的持有者

**无需工作许可的外国雇员为：**

- 欧盟成员国或EEE（欧洲经济区）成员国的居民
- 派遣工，
- 居住证持有人，
- 临时居留证或“私人与家庭生活”类长期居留证的持有人
- “人才签证”类、“跨国公司内部派遣工(ICT)”类、“大学生”类、辅助性保护受益人类长期居留证的持有人，
- 有效期超过三个月的签证的持有人。

持有“临时工”类、“雇员”类临时居留证的外国雇员，或持有“季节工”长期居留证的外国雇员，可享受预先工作许可（《劳动法》第R.5221-3 1条）。

为了帮助您找到工作或申请培训，您可联系Pôle Emploi网站、mission locale网站或CIDFF（妇女和家庭权利信息中心）（贝尔福市（Belfort）CIDFF拥有一个BAIE（就业个性化支持办事处））。

如需享受Pôle Emploi网站的各项服务，您必须在以下网站中注册为求职者：  
www-pole-emploi.fr。

如果您已在法国工作几个月且工作时间足够，那么您可能有权获得失业津贴。那么，您就必须向Pôle emploi网站提出申请，由它来计算您的权利。



## 面向青年的MISSION LOCAL网站

mission locale网站是一个为16/25岁青年服务的干预空间。其所接待的每个年轻人都会在网站的各种措施框架中得到个性化的跟进。这些接待机构必须提供有关就业、培训以及住房或健康问题的答案。

## PRIME D'ACTIVITÉ补助金

prime d'activité补助金是一种社会补助金，旨在提高收入微薄的雇员和独立工作者的收入。它由CAF支付（对于农业经营者及雇员，由MSA（农业社会互助会）支付）。prime d'activité补助金针对的是有工作且收入不超过一定限额的人。

必须在caf.fr网站提出prime d'activité补助金申请。您也可获得来自省议会或法国政府生活补助中心（CAF）的社会工作者的帮助。

## 文凭认可

如果您想让您的外国文凭得到认可，必须访问 CIEP（国际教育中心）网站的 ENIC-NARIC 栏，后者负责颁发文凭认可证书。此认可操作是收费的。

由 ENIC-NARIC 中心颁发的证书可以提交给雇主、组织竞赛的行政部门或培训机构。

## 语言培训

如需学习法语，您可以参加以下课程：联系市政厅、社会文化中心、协会、医疗-社会中心、OFII。

## 驾照

如果您是最近才定居法国的，拥有非欧盟驾照，那么您必须将其换成法国驾照才能继续开车。

非欧盟驾驶执照的更换必须在获得法国正常居留证起（第一个居留证的有效期开始日期，OFPR 验证签证的日期）的一年期限内进行。

如果您满足更换的相关条件，将发给您一本法国驾照。

如需进行驾照的更换，您必须向您所在省的省政府提出申请。











### 21 - CÔTE D'OR

22 avenue du Château  
21800 QUETIGNY  
secretariat.cidff21@hotmail.fr  
<http://cotedor.cidff.info>  
03 80 48 90 28

### 25 - DOUBS

Espace Simone de Beauvoir  
14 rue Violet - 25000 BESANÇON  
accueil.cidff25@gmail.com  
<https://doubs.cidff.info>  
03 81 25 66 69

### 39 - JURA

Maison de l'emploi et des Services  
1000 rue des Gentianes  
39000 LONS-LE-SAUNIER  
cidff.39@orange.fr  
<https://jura.cidff.info>  
03 84 43 10 95

### 58 - NIÈVRE

40 rue Bernard Pallissy  
58000 NEVERS  
cidff58@gmail.com  
<https://nievre.cidff.info>  
03 45 52 31 14

### 70 - HAUTE-SAÔNE

20 rue Didon - 70000 VESOUL  
cidff70-secretariat@laposte.net  
03 84 76 32 38

### 71 - SAÔNE-ET-LOIRE

9 rue Philibert Léon Couturier  
71100 CHALON-SUR-SAÔNE  
cidff71@orange.fr  
03 85 32 42 01

### 89 - YONNE

29B boulevard Vaulabelle  
89000 AUXERRE  
accueil@cidff89.fr  
<https://yonne.cidff.info>  
03 45 02 72 72

### 90 - TERRITOIRE DE BELFORT

3 rue Jules Vallès  
90000 BELFORT  
cidf-belfort@wanadoo.fr  
03 84 28 00 24

